

Albert CAMUS
philosophe et écrivain français [1913-1960]

(1953)

ACTUELLES II Chroniques 1948-1953.

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)



REMARQUE

Ce livre est du domaine public au Canada parce qu'une œuvre passe au domaine public 50 ans après la mort de l'auteur(e).

Cette œuvre n'est pas dans le domaine public dans les pays où il faut attendre 70 ans après la mort de l'auteur(e).

Respectez la loi des droits d'auteur de votre pays.

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir de :

Albert CAMUS [1913-1960]

**ACTUELLES II.
CHRONIQUES 1948-1953.**

Paris : Les Éditions Gallimard, 1953, 186 pp. Collection NRF.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Comic Sans, 12 points.

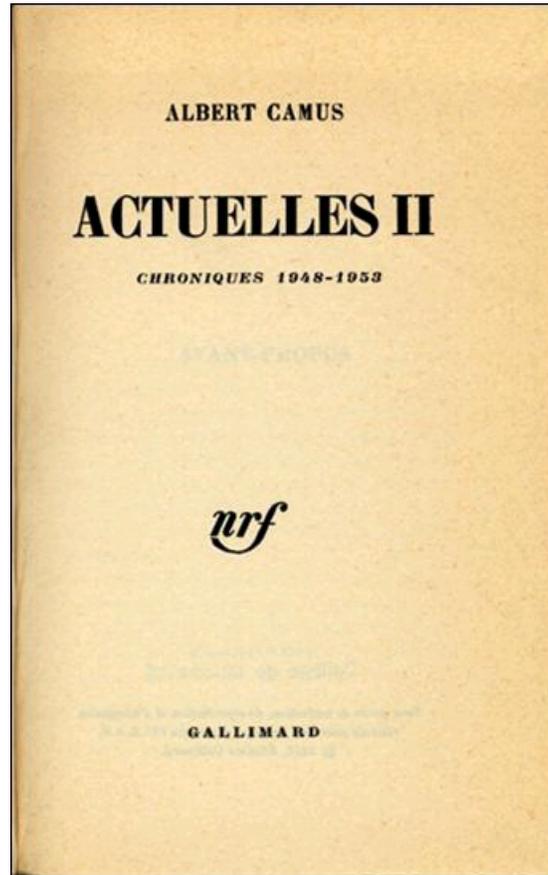
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 10 octobre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Albert CAMUS
philosophe et écrivain français [1913-1960]

ACTUELLES II.
CHRONIQUES 1948-1953.



Paris : Les Éditions Gallimard, 1953, 186 pp. Collection NRF.

ŒUVRES D'ALBERT CAMUS

Récits-Nouvelles

L'ÉTRANGER.
LA PESTE.
LA CHUTE.
L'EXIL ET LE ROYAUME.

Essais

NOCES.
LE MYTHE DE SISYPHE.
LETTRES A UN AMI ALLEMAND.
ACTUELLES, chroniques 1944-1948.
ACTUELLES II, chroniques 1948-1953.
CHRONIQUES ALGÉRIENNES, 1939-1958 (*Actuelles III*).
L'HOMME RÉVOLTÉ.
L'ÉTÉ.
L'ENVERS ET L'ENDROIT.
DISCOURS DE SUÈDE.
CARNETS (mai 1935-février 1942).

Théâtre

LE MALENTENDU - CALIGULA.
L'ÉTAT DE SIÈGE.
LES JUSTES.

Adaptations et Traductions

LES ESPRITS, de Pierre de Larivey.

LA DÉVOTION A LA CROIX, de Pedro Calderon de la Barca.

REQUIEM POUR UNE NONNE, de William Faulkner.

LE CHEVALIER D'OLMEDO, de Lope de Vega.

LES POSSÉDÉS, d'après le roman de Dostoïevski.

Table des matières

Avant-Propos

JUSTICE ET HAINE

Persécutés - persécuteurs
Les pharisiens de la justice
Le parti de la résistance
Servitude de la haine

LETTRES SUR LA RÉVOLTE

Révolte et conformisme
Révolte et conformisme (suite)
Entretien sur la révolte
Épuration des purs
Révolte et police.
Révolte et romantisme
Révolte et servitude

CRÉATION ET LIBERTÉ

Défense de la liberté
L'Espagne et la culture
Le temps de l'espoir
Le pain et la liberté
L'artiste et son temps

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Ce recueil rassemble un certain nombre de textes (articles, préfaces, interviews et polémiques) qui touchent, d'une manière ou d'une autre, à l'actualité. L'événement presque toujours les a suscités et, devant l'événement, ils développent, sans les démentir, les positions esquissées, de 1944 à 1948, dans les chroniques qui composent le volume déjà publié d'Actuelles.

Je pourrais en effet récrire à cette place, avec quelques corrections, l'avant-propos de ce premier volume. Mais il faudrait y ajouter quelques certitudes dont la première est que nous commençons à sortir du nihilisme. Je me garderai sans doute de donner valeur universelle à une expérience personnelle et ce livre ne propose ni une dogmatique, ni une morale en forme. Il affirme seulement, une fois de plus, qu'une morale est possible, et qu'elle coûte cher. Mais il me semble que ce pas, même mal assuré, suffit à nous faire sortir des négations obstinées et du conformisme. Malgré les apparences, nous sommes plus riches aujourd'hui, et mieux armés, que nous ne l'étions entre les deux guerres. Nous savons, et nous ne savions pas alors. La vraie libération n'est certainement pas pour demain, mais le nihilisme appartient déjà au passé, même si ses derniers cris retentissent encore dans nos journaux et nos revues.

La création, toujours possible, devient alors plus que jamais nécessaire. Les contradictions de l'histoire et de l'art ne se résolvent pas dans une synthèse purement logique, mais dans une création vivante. Quand le travail de l'ouvrier comme celui de l'artiste aura conquis une chance de fécondité, alors seulement le nihilisme aura vécu, la renaissance prendra un sens. Il n'est pas sûr que nous parvenions à ce terme, mais c'est la seule tâche qui vaille qu'on entreprenne et qu'on persévère. Bien qu'une grande menace pèse sur l'avenir, il s'en faut pourtant que la catastrophe soit inévitable. Finalement, il semble que nous marchions tous ensemble vers cette alternative : la destruction ou un monde de valeurs et d'œuvres qui étonnera peut-être ceux qui auront gardé le souvenir de notre abaissement. La première tâche de notre vie publique est alors de servir l'espérance des valeurs plutôt que la certitude de la destruction et, pour commencer, de préserver la chance de la paix, en refusant d'aider aux forces de guerre, de quelque couleur qu'elles se déguisent. Si la paix s'installe, la contradiction historique où nous vivons sera dépassée, chaque adversaire fécondant l'autre, comme aujourd'hui chacun renforce l'autre. Ce jour-là, nos efforts porteront leurs fruits. Si enfin, par un excès de malheur, la guerre éclatait, nous aurions au moins maintenu ce qui un jour, et pour d'autres que nous, cessera d'être inutile.

Mais cette résistance, aujourd'hui nécessaire, ne suffit pas : il faut avancer, pour ne pas être amené à reculer. Ce n'est pas assez de critiquer son temps, il faut encore essayer de lui donner une forme, et un avenir. S'il est bon de défendre ces valeurs créatrices, qu'elles s'incarnent dans le travail ou dans l'art, chacun de nous, à la place qui lui revient, doit s'efforcer encore de préciser leur contenu. On trouvera ici, avec la détermination de les défendre, la volonté au moins de les définir. C'est pourquoi, au terme de ce livre, j'ai cru pouvoir rappeler la place de l'art, au niveau de la réalité la plus humble, et lui donner, contre ses ennemis, des justifications qui ne fussent pas des privilèges.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

JUSTICE ET HAINE

[Retour à la table des matières](#)

PERSÉCUTÉS - PERSÉCUTEUR ^[1] (1948)

[Retour à la table des matières](#)

Rendons à notre société cette justice qu'elle supporte très bien les persécuteurs. Elle s'est habituée à l'idée qu'ils avaient leur utilité. D'une manière ou d'une autre, un matin ou un soir, vous devez vous attendre à voir surgir quelqu'un qui dira qu'il est mandaté par les persécuteurs et qu'il va donc vous priver de la liberté ou de la vie, ou de votre femme, ou ce qui est pire, de votre argent. Et il faut vous y faire puisque cela ne dépend pas de vous. Vous dépendez du persécuteur au contraire. Même si vous détourniez les yeux, il vous frapperait la face pour que vous les ouvriez de nouveau. Alors, autant admettre une fois pour toutes qu'il fait partie du paysage. D'ailleurs, personne ne vous empêche de devenir persécuteur à votre tour. Notre société est raisonnable.

Mais, heureusement, il dépend de nous de ne pas voir les persécutés. Et notre société en a vraiment assez des persécutés et elle fait ce qu'il faut pour ne pas les voir. Elle trouve qu'ils exagèrent, qu'il y en a vraiment beaucoup et qui se traînent depuis trop longtemps. Elle finit par se dire qu'il n'y a pas de persécuté tout à fait innocent. L'innocence, c'est une chose qui finit toujours par éclater et qui reçoit alors réparation. Voilà assez longtemps que la réparation se fait attendre. Il faut bien que le persécuté y ait prêté la main.

À partir de ce moment, c'est à qui détournera le plus vite la tête, c'est à qui parlera d'autre chose. Personne n'est responsable ou si quelqu'un l'est, assurément, il s'agit du voisin. Et il est bien vrai qu'on a un peu frappé sur la tête de ces Juifs qui revenaient des camps allemands. Mais c'est la faute des Anglais, ou des Arabes, des Français aussi bien, des Allemands peut-être, des Juifs à coup sûr. Ce n'est donc la faute de personne, laissez-nous dormir tranquilles ! Et les Français s'endorment du sommeil des pharisiens, heureux de savoir que les Anglais ont cette sacrée affaire sur les bras. Les Américains s'indignent (on ne reçoit pas les Juifs dans les grands hôtels de New York, mais ce n'est pas la même chose), les Arabes attendent et les Russes dénoncent (pensez donc, des camps de concentration !). Les Anglais, eux, plus modestes, se sont contentés de frapper.

La femme stérilisée par les S.S., l'homme qu'on a fait coucher contre sa sœur nue, la mère qui tenait son enfant contre elle pendant qu'on lui cassait la tête, celle qu'on a invitée à l'exécution de son mari, les rescapés des fours, tous ceux qui ont tremblé, jour après jour, des années durant, qui ne sont plus chez eux nulle part, et à qui on a parlé d'une terre d'orangers et de lacs où personne ne leur cracherait au visage, on les a tous frappés parce que les affaires de nos génies politiques étaient arrangées de telle sorte qu'il n'y avait pas moyen de ne pas les frapper. Et tout cela, au milieu d'un grand silence, ou du bavardage pharisien. En somme, ils ont supplicié le Christ, n'est-ce pas, et c'est le résumé de l'histoire universelle. Qu'on en finisse donc avec ces persécutés et avec tous les autres persécutés de n'importe quelle race, si seulement il est prouvé qu'ils sont pendus, déportés ou fusillés injustement ! Le monde a horreur de ces victimes inlassables. Ce sont elles qui pourrissent tout et c'est bien leur faute si l'humanité n'a pas bonne odeur.

Voilà pourquoi *Laissez passer mon peuple* est un livre gênant. Il ne parle pas de tous les persécutés, mais seulement de ce peuple qui est le symbole de la persécution, comme on dit avec complaisance, et qui, après des années d'un martyre indicible, voit se lever la haine jusque sur des visages français. Ce peuple veut retrouver ses orangers et ses lacs. Mais on a entrelacé les orangers avec des drapeaux. Sur les lacs, la pêche est gardée et Simon le pêcheur n'est plus chez lui. Rien n'est simple, vous le voyez.

Un journaliste, pourtant, a voulu suivre cette Odyssée où Ithaque est entourée de barbelés et Ulysse matraqué. Sur la plus belle des mers, pendant des nuits, il a entendu le chant des persécutés. Ce n'est pas une œuvre d'art qu'il a rapportée, ni une théorie politique, mais un document, du genre saignant. Assez saignant, au moins, pour que son journal ait refusé de le publier sans coupures. On met sa sensibilité où on peut et la presse doit penser à son tirage, non à l'innocence. De temps en temps, cependant, un journaliste honore ce métier déshonoré et il refuse les coupures. Il lui reste alors à témoigner comme il peut, par le livre par exemple, quand il se trouve un éditeur dont la sensibilité est moins ombrageuse. C'est ainsi qu'on finit par gêner tout le monde et qu'on empêche de danser en rond. C'est ainsi qu'on réveille ceux qui voulaient à toute force dormir. Mais il le faut bien. Qui répondrait en ce monde à la terrible obstination du crime

si ce n'est l'obstination du témoignage ?

Au reste, je voudrais rassurer le lecteur. Le cas de ces persécutés n'est pas désespéré et ils ne sont pas tout à fait perdus pour notre société. « Les Juifs sont pareils aux autres hommes, dit un des personnages du livre, ils n'ont qu'une vie. » Et la vieille Sarah gémit : « Je ne possède même pas une tombe. » Je suis sûr que ces petits détails, l'idée que ces persécutés en ont assez de l'être va les rendre beaucoup plus intéressants et leur faire enfin quelques amis. Ils ne veulent plus de la fosse commune et ils demandent qu'on leur reconnaisse le droit d'avoir une tombe comme tout le monde puisqu'ils ont une vie comme tout le monde. C'est un bon départ, et, dès lors, il n'y a plus de raison de ne pas les écouter. Pensez donc, s'ils avaient compris la leçon et si, un jour, ils devenaient persécuteurs ? Ils reviendraient ainsi dans la communauté, au milieu du soulagement général. Tout serait en ordre, enfin. Ce serait chez nous le festin du prodigue, le jour de l'allégresse. Il faudrait alors tuer le veau gras...

Encore tuer ! diront les délicats.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

JUSTICE ET HAINE

LES PHARISIENS
DE LA JUSTICE ^[2]
(1950)

[Retour à la table des matières](#)

Le problème n'est pas de savoir si, comme vous dites, on peut tuer le gardien de la prison alors qu'il a des enfants, et pour s'évader soi-même, mais s'il est utile de tuer aussi les enfants du gardien pour libérer tous les détenus. La nuance n'est pas mince.

Notre époque ne répond ni oui, ni non. Quoique, pratiquement, elle l'ait déjà résolu, elle fait comme si le problème ne se posait pas, ce qui est plus confortable. Je ne l'ai pas, moi, posé. Mais j'ai choisi de faire revivre des gens qui se le posaient, et je les ai servis en m'effaçant derrière eux, que je respectais.

Il est bien certain cependant que leur réponse n'est pas « il faut rester chez soi ». Elle est :

- 1° Il y a des limites. Les enfants sont une limite (il en est d'autres);
- 2° On peut tuer le gardien, exceptionnellement, au nom de la justice ;
- 3° Mais il faut accepter de mourir soi-même.

La réponse de notre époque (réponse implicite) est, au contraire :

- 1° Il n'y a pas de limites. Les enfants, bien sûr, mais en somme...
- 2° Tuons tout le monde au nom de la justice pour tous.
- 3° Mais réclamons en même temps la Légion d'honneur. Ça peut servir.

.....

Les socialistes révolutionnaires de 1905 n'étaient pas des enfants de cœur. Et leur exigence de justice était autrement sérieuse que celle qui s'exhibe aujourd'hui, avec une sorte d'obscénité, dans toutes les œuvres et dans tous les journaux. Mais c'était parce que l'amour de la justice était brûlant chez eux qu'ils ne pouvaient se résoudre à devenir de répugnants bourreaux. Ils avaient choisi l'action et la terreur pour servir la justice, mais ils avaient choisi en même temps de mourir, de payer une vie par une vie, pour que la justice demeure vivante.

Le raisonnement (« moderne », comme on dit, consiste à trancher : « Puisque vous ne voulez pas être des bourreaux, vous êtes des enfants de cœur » et inversement. Ce raisonnement ne figure rien d'autre qu'une bassesse. Kaliayev, Dora Brillant et leurs camarades réfutent cette bassesse par-dessus cinquante années et nous disent au contraire qu'il y a une justice morte et une justice vivante. Et que la justice meurt dès l'instant où elle devient un confort, où elle cesse d'être une brûlure, et un effort sur soi-même.

Nous ne savons plus voir cela parce que le monde où nous vivons est encombré de justes. En 1905, il n'y en avait qu'une poignée. Mais c'est qu'alors il s'agissait de mourir et il fallait des apôtres, espèce rare. Aujourd'hui, il ne faut plus que des bigots et les voilà légion. Mais quand on lit ce qu'on est contraint en ce moment de lire, quand on voit la face mercantile et bassement cruelle de nos derniers justes, qu'ils soient de droite ou de gauche, on ne peut s'empêcher de penser que la justice, comme la charité, a ses pharisiens.

.....

Heureusement, il est une autre race d'homme que celle de l'enfant de cœur ou du bourreau, et même que celle, plus « moderne » du bourreau-enfant de cœur ! Celle des hommes qui, dans les pires ténèbres, essaient de maintenir la lumière de l'intelligence et de l'équité, et dont la tradition survit à la guerre et aux camps qui, eux, ne survivront à rien.

Cette image de l'homme triomphera, malgré les apparences. Entre la folie de ceux qui ne veulent rien que ce qui est et la déraison de ceux qui veulent tout ce qui devrait être, ceux qui veulent vraiment quelque chose, et sont décidés à en payer le prix, seront les seuls à l'obtenir.

LE PARTI DE LA RÉSISTANCE ^[31] (Juin 1951)

[Retour à la table des matières](#)

Madame,

J'ai lu avec beaucoup d'émotion votre récit. Je n'ai pas besoin de vous dire que la vérité, quand elle a malheureusement ce visage-là, ne peut s'aborder ni se quitter sans la plus sincère des compassions. Si je me refuse à écrire la préface que vous me demandez, ce n'est pas seulement parce que je n'aime pas écrire de préfaces. C'est qu'en vérité il y a une sorte de malheur dont il est déjà difficile, de bien parler quand on l'a soi-même éprouvé, mais qui devient inexprimable pour qui ne l'a pas partagé.

J'aurais cependant voulu répondre à ce que vous m'avez confié en me disant qu'il vous arrivait de douter, en face du monde où nous vivons, qu'un tel sacrifice fût justifié. Ce doute, après tout, accompagne tous les sacrifices qui, sans lui, resteraient d'aveugles immolations. Les êtres qui savent le prix de la vie, et ceux-là seuls, ont droit, par naissance, à la noblesse d'une mort risquée ou acceptée dans la lucidité. Il me semble bien que l'être dont vous racontez la fin était de ceux-là. Et si, un jour, comme vous le craignez, ses fils crient qu'ils eussent préféré un père vivant à un héros mort, dites-leur seulement que lui aussi eût préféré vivre pour eux, et pour lui-même, et qu'il faut à un homme, pour accepter la douleur du corps et l'agonie, de bien terribles raisons. Ces raisons précisément tiennent en partie à l'amour des siens. On peut bien risquer de ne plus jouir soi-même de cet amour s'il s'agit d'épargner à ceux qu'on aime la dégradation définitive qui se trouve dans la servitude. Et puis, il faut dire, parce que cela est vrai, qu'on ne saurait aimer vraiment les autres si l'on ne s'estime pas d'abord. Non au plus haut, mais au juste prix. Et quel est le prix de l'homme qui bouche ses oreilles au cri de la victime, et qui, devant l'injustice, consent à baisser le front ?

Bien entendu, il y a dans tout sacrifice du hasard. Le choix qu'on fait d'une action ne suppose pas toujours une vue claire des conséquences de cette action. Pourtant, la différence est déjà grande entre ceux qui choisissent de risquer et ceux qui choisissent de se taire. Et parmi ceux qui risquent, entre ceux qui le font jusqu'au bout et d'autres qui renoncent; et parmi ceux qui vont jusqu'à la consommation, entre les uns qui n'ont aucun motif de vivre et les autres qui, face aux plus hautes raisons de durer, entretiennent jusqu'à la fin la conscience déchirée du bonheur auquel ils renoncent et du devoir qui va les tuer. Ceux-là, et eux seuls, ont su racheter, jour après jour, le déshonneur où nous nous survivons.

J'ai cru comprendre aussi que les ricanements qui entourent aujourd'hui tout ce qui touche à ce qu'on a appelé la résistance vous paraissent autant de dérisions accumulées sur le souvenir de celui qui vous a quitté. Vous êtes de ceux qui n'ont jamais songé à tirer gloire ni bénéfice de leurs actes pendant l'occupation et, pour une certaine classe d'hommes, cela va de soi. Mais que certains puissent en venir à vous faire douter de ces actes mêmes, c'est ce que je ne laisserai jamais dire. Je sais ce qu'il faut penser de ces écrivains et de ces hommes politiques qui nous insultent aujourd'hui avec intrépidité pour se donner à bon compte les airs de l'esprit libre et pour compenser un peu ce temps où ils piétinaient les victimes et philosophaient avec les bourreaux. Entre des hommes qui ont chanté et exploité, durant des années, la victoire remportée par d'autres sur leur propre pays, et ceux qui, comme vous, n'ont même pas pu supporter les privilèges d'une victoire payée par des sacrifices interminables, le choix n'est pas difficile et il n'est pas besoin de dire qui relève de la fidélité, qui du mépris.

Vous vous taisez, il est vrai, et ils parlent, remplissant les journaux et les salons de leurs intarissables justifications. Mais quoi de plus naturel, Si on réfléchit ? Leur grand secret, que je puis vous dire, est qu'ils n'ont pas très bonne conscience. Et comme il faut, pour recevoir de soi-même l'aveu de ses propres fautes, un caractère qui disparaît aujourd'hui, ils haïssent tout ce qui, de près ou de loin, vient leur rappeler que, dans une occasion au moins, le courage et la justice n'ont pas été de leur côté. C'est ainsi qu'à chaque fois où vous

rencontrerez de l'impatience, de la lassitude, ou le simple oubli, devant cette tragédie que vous ne pouvez oublier puisqu'elle a été écrite dans votre chair, vous saurez qu'un hommage bien plus profond que toutes les pauvretés officielles vient d'être rendu à celui dont vous avez voulu raconter, une fois au moins, l'histoire.

Voilà ce que je voulais vous écrire et que vous pouvez ajouter si vous voulez à votre livre pour qu'il ne soit pas dit qu'un de nos frères est mort, près de nous, vainement, et pour être oublié à jamais de ceux qui ont survécu.

Croyez, Madame, à mes sentiments respectueux.

SERVITUDES DE LA HAINE ^[4]

[Retour à la table des matières](#)

- *Croyez-vous logique de rapprocher les deux mots de haine et de mensonge ?*

- La haine est en elle-même un mensonge. Elle fait silence, instinctivement, sur toute une part de l'homme. Elle nie ce qui, chez n'importe quel homme, mérite la compassion. Elle ment donc, essentiellement, sur l'ordre des choses. Le mensonge, lui, est plus subtil. Il arrive qu'on mente sans haine, par simple amour de soi. Tout homme qui hait au contraire se déteste lui-même, en quelque façon. Il n'y a donc pas de lien logique du mensonge à la haine, mais il y a une filiation presque biologique de la haine au mensonge.

- *Dans le monde actuel, en proie aux exaspérations internationales, la haine ne prend-elle pas souvent le masque du mensonge ? et le mensonge n'est-il pas une des meilleures armes de la haine, la plus perfide et la plus dangereuse peut-être ?*

- La haine ne peut pas prendre d'autre masque, elle ne peut pas se priver de cette arme. On ne peut haïr sans mentir. Et, inversement, on ne peut dire vrai sans remplacer la haine par la compréhension ^[5]. Les neuf dixièmes des journaux, dans le monde d'aujourd'hui, mentent plus ou moins. C'est qu'ils sont à des degrés différents les porte-parole de la haine et de l'aveuglement. Mieux ils haïssent et plus ils mentent. La presse mondiale à quelques exceptions près, ne connaît pas d'autre hiérarchie, aujourd'hui. Faute de mieux, ma sympathie va à ceux, rares, qui mentent le moins parce qu'ils haïssent mal.

- *Visages actuels de la haine dans le monde. En est-il de nouveaux, propres aux doctrines ou aux circonstances ?*

- Bien entendu, le XX^e siècle n'a pas inventé la haine. Mais il cultive une variété particulière qui s'appelle la haine froide, mariée avec les mathématiques et les grands nombres. La différence entre le massacre des Innocents et nos règlements de compte est une différence d'échelle. Savez-vous qu'en vingt-cinq ans, de 1922 à 1947, 70 millions d'Européens, hommes, femmes et enfants, ont été déracinés, déportés ou tués ? Voilà ce qu'est devenue la terre de l'humanisme que, malgré toutes les protestations, il faut continuer d'appeler l'ignoble Europe.

- *Importance privilégiée du mensonge ?*

- Son importance vient de ce qu'aucune vertu ne peut s'allier à lui sans périr. Le privilège du mensonge est de toujours vaincre celui qui prétend se servir de lui. C'est pourquoi les serviteurs de Dieu et les amants de l'homme trahissent Dieu et l'homme dès l'instant qu'ils consentent au mensonge pour des raisons qu'ils croient supérieures. Non, aucune grandeur ne s'est jamais établie sur le mensonge. Le mensonge fait vivre parfois, Il n'élève jamais. La véritable aristocratie, par exemple, ne consiste pas d'abord à se battre en duel. Elle consiste d'abord à ne pas mentir. La justice, de son côté, ne consiste pas à ouvrir certaines prisons pour en refermer d'autres. Elle consiste d'abord à ne pas appeler minimum vital ce qui peut à peine faire vivre une famille de chiens, ni émancipation du prolétariat la suppression radicale de tous les avantages conquis par la classe ouvrière depuis cent ans. La liberté n'est pas celle de dire n'importe quoi et de multiplier les journaux à scandale, ni celle d'instaurer la dictature au nom d'une libération future. La liberté consiste d'abord à ne pas mentir. Là où le mensonge prolifère, la tyrannie s'annonce ou se perpétue.

- Assistons-nous à une régression de l'amour et de la vérité ?

- En apparence tout le monde aujourd'hui aime l'humanité (comme on aime la côte de boeuf, saignante) et tout le monde détient une vérité. Mais c'est là l'extrémité d'une décadence. La vérité pullule sur ses fils assassinés.

- Où sont les « Justes » de l'heure présente ?

Dans les prisons et dans les camps, pour la plupart. Mais là se trouvent aussi les hommes libres. Les vrais esclaves sont ailleurs, dictant leurs ordres au monde.

- Dans les circonstances actuelles, la fête de Noël ne peut-elle être prétexte à réflexion sur l'idée de trêve ?

- Pourquoi attendre Noël ? La mort et la résurrection sont de tous les jours. De tous les jours, l'injustice et la vraie révolte.

- Croyez-vous à la possibilité d'une trêve ? De quelle sorte ?

- Celle que nous obtiendrons au bout d'une résistance sans trêve.

- Vous avez écrit dans *Le Mythe de Sisyphe* (page 119) : « Il n'y a qu'une action utile, celle qui referait l'homme et la terre. Je ne referai jamais les hommes. Mais il faut faire « comme si ». Comment développeriez-vous aujourd'hui cette idée, dans le cadre de notre interview ?

- J'étais alors plus pessimiste que je ne suis. Il est vrai que nous ne referons pas les hommes. Mais nous ne les abaisserons pas. Au contraire, nous les relèverons un peu à force d'obstination, de lutte contre l'injustice, en nous-mêmes et dans les autres. L'aube de la vérité ne nous a pas été promise, il n'y a pas de contrat, comme dit Louis Guilloux. Mais la vérité est à construire, comme l'amour, comme l'intelligence. Rien n'est donné ni promis en effet, mais tout est possible à qui accepte d'entreprendre et de risquer. C'est ce pari qu'il faut tenir à l'heure où nous étouffons sous le mensonge, où nous sommes acculés contre le mur. Il faut le tenir avec tranquillité, mais irréductiblement, et les portes s'ouvriront.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

LETTRES SUR LA RÉVOLTE ^[6]

[Retour à la table des matières](#)

RÉVOLTE ET CONFORMISME ^[71] (19 octobre 1951).

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le rédacteur en chef,

Par égard pour lui, par répugnance aussi à me ranger du côté de ceux qui, ordinairement, l'attaquent, et que je n'estime pas, je ne répondrai pas réellement à l'article surprenant d'André Breton. Ce n'est pas seulement parce que d'évidence il ne m'a pas vraiment lu et que son argumentation, purement sentimentale, n'a modifié aucun de mes points de vue réels sur Lautréamont. Ce n'est pas non plus parce qu'à ma connaissance rien jusqu'ici dans ce que je suis ni dans ce qu'est Breton n'autorise celui-ci à se poser à mon égard en professeur d'insoumission. Mais surtout le ton de son article est tel qu'il ne fait honneur à personne. Et le ton qu'il mériterait en retour, je ne suis pas encore disposé à le prendre.

Mais les affirmations péremptoires et les contresens contenus dans l'interprétation de Breton risquent de donner une fausse idée de ma position et je voudrais que vous m'aidiez à la préciser. Je traite en effet dans une partie de mon livre, *L'Homme révolté*, des aspects nihilistes de la révolte tels qu'on peut les trouver dans les grandes œuvres de ce temps, de Sade aux surréalistes. Mais c'est pour les distinguer de ses aspects créateurs qui, du reste, se trouvent aussi dans quelques-unes de ces mêmes œuvres. Et loin que je conclue à l'exaltation du conformisme ou de la résignation, l'essentiel de mon effort est de démontrer que ce nihilisme, dont nous sommes tous solidaires, au moins en partie, est générateur de conformisme et de servitude, et contraire aux enseignements, toujours valables, de la révolte vivante.

Ceci pouvait déjà se lire entre les lignes de mon article sur Lautréamont, à condition qu'on le lût. Il est donc frivole de courir m'accuser, toutes affaires cessantes, de conformisme. (À cet égard, tout au moins. Littérairement en effet, je confesse que je place *Guerre et Paix* infiniment au-dessus des *Chants de Maldoror*.) L'accusation en elle-même n'a d'ailleurs rien qui m'effraie et je ne la discute qu'au nom de la vérité. S'il y avait quelque chose à conserver dans notre société, je ne verrais aucun déshonneur à être conservateur. Il n'en est malheureusement rien. Nos credos politiques et philosophiques nous ont menés dans une impasse où tout doit être remis en question, depuis la forme de la propriété jusqu'aux orthodoxies révolutionnaires. Comment soustrairions-nous à cette volonté de réflexion et de réforme un certain conformisme révolté aussi contraire à la vraie révolte que la nuit l'est au jour ? Même si on le regrette, cette mise en question ne saurait aller sans dommage pour nos dévotions et nos fétichismes. Breton le sait bien d'ailleurs, qui se trouvait récemment à la recherche d'une morale. L'inconséquente violence de sa réaction prouve seulement que nous en sommes arrivés enfin aux vraies questions. À la place qui est la mienne, j'ai voulu seulement contribuer à ce nécessaire inventaire, critique et autocritique; Breton, pour finir, devrait s'en féliciter. Mon livre n'a pas d'autre but, en effet, que de revaloriser une notion de la révolte qui fut trop souvent compromise par ceux-là mêmes qui se réclamaient d'elle, et qui reste, en tout cas, assez chère à Breton pour qu'il lui sacrifie tout discernement et toute solidarité.

Croyez, Monsieur, à mes sincères sentiments.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

LETTRES SUR LA RÉVOLTE

RÉVOLTE ET CONFORMISME (suite) ^[8] (Paris, le 18 novembre 1951).

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le rédacteur en chef,

Je dois d'abord m'excuser de m'introduire dans une conversation à laquelle je n'étais pas invité. Je n'aurais eu ni le goût, ni même le temps de le faire, s'il ne se trouvait dans cette conversation, dirigée contre ma personne, et non contre mon œuvre, des attaques que je suis obligé de relever moi-même, puisque votre rédaction, et M. Patri, ont failli à le faire. Ma réponse sera forcément longue. Mais vous m'en excuserez encore, en songeant que le procès publié par vous ne l'était pas moins, que j'ai à répondre à deux interlocuteurs, et que je ne répondrai plus ensuite à M. Breton.

.....

... Essayons d'élever un peu le débat au-dessus de ces misérables discussions. J'avais pris les outrances surréalistes pour ce qu'elles étaient, des cris désordonnés qu'une jeune et légitime révolte poussait aux quatre coins du monde. L'excès et la fureur d'une juste indignation peuvent se porter à toutes les extrémités.

Je comprenais ces excès, et ne les jugeais pas, sinon dans leur contradiction avec les positions actuelles du surréalisme, et parce que l'étude de cette contradiction servait mon propos. Le ferment du surréalisme me paraît toujours utile, mais dans ce qu'il peut devenir. C'est pourquoi il est un objet de réflexion pour nous tous. Mais M. Breton refuse d'être étudié, il nie la contradiction et veut n'avoir pas cessé d'être cohérent. Du même coup, il réaffirme ses premiers principes et nous serions alors obligés de les prendre au sérieux et les juger pour ce qu'ils sont, sans esprit de compréhension, cette fois. Mais il est plus légitime, en nous souvenant que M. Breton est dans la même contradiction que nous, de ne pas attacher trop d'importance à son plaidoyer et ne pas le croire quand il s'obstine dans ce qui le dessert.

Si j'ai dit, ce que je continue à croire, que depuis 1933, M. Breton devait regretter certaines de ses déclarations, ce n'était nullement, comme le veut son inlassable susceptibilité, pour l'amalgamer à l'aventure hitlérienne, c'était en hommage à la colère et à l'indignation que je lui ai connues devant les atrocités qui ont commencé à ce moment d'ensanglanter l'Europe. Nous avons tous compris alors qu'un certain nihilisme, dont nous étions plus ou moins solidaires, nous laissait sans défense logique contre une entreprise que nous détestions de tout notre être. Ceux dont se réclame Breton nous avaient légué en partie ces négations démesurées. Mais ils le pouvaient, leur aventure était solitaire. Sade, Lautréamont, et ceux qui leur ressemblent, n'ont engagé qu'eux-mêmes. Nous, l'histoire nous a rejoints, nous engageons les autres et nous étions sans règle fixe. J'ai essayé, pour ma part, j'essaie encore de me mettre en règle, de plus en plus profondément, avec cette terrible expérience, et de sauver d'un certain désastre ce qui mérite de l'être. Je n'ai pas cessé, depuis la guerre et l'occupation, de tirer les conséquences de ce déchirement et j'ai toujours cru que Breton le partageait. Bien qu'il le nie aujourd'hui, j'avoue qu'il m'est difficile de le croire.

Je crois seulement, parce que je le vois, que Breton s'obstine dans une superbe innocence. Il voudrait, par exemple, que dans la déchéance où se trouve aujourd'hui le monde, seuls les marxistes fussent coupables; et c'est pourquoi il reconnaît à mon livre le privilège d'être capital, puisqu'il contient une critique du marxisme. Mais ce serait trop beau. Il n'y pas un bon et un mauvais nihilisme, il n'y qu'une longue et féroce aventure dont nous sommes tous solidaires. Le courage consiste à le dire clairement et à réfléchir dans cette impasse pour

lui trouver une issue. Dans son obstination à ne reconnaître aucune erreur, à détenir une interminable vérité, Breton se condamne à capitaliser la révolte. Il voudrait tout garder, les bénéfiques de la négation et ceux de la morale, tout cumuler, la vérité de l'innocent et celle du destructeur. Mais ce n'est pas possible. La révolte, pas plus qu'aucune des grandes passions de l'âme, ne peut avoir ses conservatoires. C'est pourtant ce qu'essaie de faire Breton et c'est en cela que, croyant encourager, il décourage. Les armées s'affrontent déjà, les camps de la terreur couvrent de plus en plus vite la surface du monde, les idées et les vertus changent tous les jours de visage, nous sommes seuls enfin, l'air lui-même est livide, et voilà qu'au nom d'une hagiographie de la révolte, un des hommes les plus avertis du drame de l'époque se met à distribuer des certificats de poésie, nie ce qu'il sait, néglige d'étudier ce qu'il combat, ignore la dignité des autres, et insulte comme on rêve. De vos deux interlocuteurs, l'un refuse la forme de révolte lucide qui est proposée dans *L'Homme révolté*, par fidélité à un lyrisme qu'il définit comme un « dépassement pouvant aller jusqu'à la négation du contenu manifeste de l'expression », l'autre rend hommage à la notion de mesure, mais m'apprend qu'il faut y parvenir comme les philosophes grecs (qui riraient bien, s'ils pouvaient le lire) par une double réduction à l'absurde. Hélas ! la double réduction est faite depuis longtemps et nous agonisons à l'extrémité de toutes les démesures. Voici le moment de transfigurer notre expérience au lieu de nous y complaire. C'est à quoi, non sans luttes intérieures, j'ai voulu contribuer, sans rien renier de notre vérité. Mais la seule réponse qu'on me fait est qu'il ne faut pas tomber aussi bas que Nietzsche devenu méditerranéen et lisant Gyp avec plaisir. Pourtant, si une telle âme, qui nous surpasse tous infiniment, si cette dure et belle intelligence en est venue à souffler un peu auprès de Gyp, avant de se ruer dans la folie, il a peut-être fallu que le temps, ses œuvres, ses artistes, ses démagogues et ses recruteurs, lui répugnent assez pour qu'il leur préférât n'importe quoi. À partir de là, à la place de M. Patri, je parlerais de Nietzsche plus modestement.

Mais j'arrête ici cette polémique. Après tout, rien de tout ceci ne peut atteindre la force profonde de la vie et de la création. Peut-être me trompé-je quand je la sens en marche et quand je pense qu'elle entraînera en même temps que nous, lorsque tout ce bruit se sera éteint, André Breton lui-même. Mais je fais confiance en tout cas à la vraie révolte qui jaillira de cet élan et non à celle que, pour le moment, André Breton a coulée dans le bronze pour nous en présenter l'image convulsée, mais immobile.

ENTRETIEN SUR LA RÉVOLTE ^[91]

[Retour à la table des matières](#)

PIERRE BERGER. - Pour la première fois depuis les encyclopédistes - et depuis Chateaubriand - un intellectuel vient de consacrer un essai complet à la Révolte, mythe éternel. Il semble que bien des gens n'aient pas compris le sens de cet essai. La plupart des articles qu'on a pu lire nous ont montré combien était incroyable la confusion. Avant d'aller plus avant, souhaitez-vous dire ici quels sont les articles qui vous ont le plus frappé ?

ALBERT CAMUS. - Non.

P. B. - Sans doute, ces réactions de presse n'ont pas été les seules. Vous avez certainement reçu des lettres privées. Vous ont-elles paru plus judicieuses que les articles de journaux ?

A. C. - Oui.

P. B. - Pour ma part, j'ai souvent eu l'occasion de parler de *L'Homme révolté* depuis sa parution. J'ai la satisfaction de vous dire que son importance n'a pas échappé à la plupart de mes interlocuteurs. J'ai également relevé beaucoup de tristesse dans les propos tenus, dès qu'on évoquait les critiques publiées. Il ne s'agit pas de revenir ici sur votre polémique avec Breton et Patri, mais je dois vous dire que l'amertume de mes amis a, pour cause plus profonde, le démembrement de la gauche non-stalinienne. Nous sommes très nombreux à conserver un souvenir décisif de la soirée organisée à Pleyel par le Rassemblement démocratique révolutionnaire en 1948 pour la défense de l'Art. Sur la tribune, tous les esprits qu'on était prêt à suivre étaient présents : de vous-même à Breton, de Rousset à Sartre, de Richard Wright à tous les autres. Face à certaines forces qui nous paraissent moralement disqualifiées, une telle rencontre nous apportait beaucoup de réconfort et d'espoir. Quatre années ont passé. Nous conservons notre estime à la plupart des orateurs, mais nous constatons qu'ils se sont séparés. Pis encore : dissociés. Sartre s'oppose à Rousset. Vous êtes vous-même en désaccord avec Breton. Et, une fois de plus, Breton est en désaccord avec tout le monde. Ne craignez-vous pas que cette dissociation n'enferme vos amis dans une solitude dangereuse ? Chez beaucoup, le désarroi est immense, il faut bien se résoudre à le voir. Et j'ai la certitude qu'il est impossible de garder le silence devant ce que l'on doit considérer comme un danger.

A. C. - Je ne constate pas les mêmes choses que vous. Je crois au contraire que le temps du désarroi est passé. De plus en plus nombreux sont ceux qui refusent les mystifications du siècle. De plus en plus nombreux sont ceux qui travaillent et créent en silence, les dents serrées, décidés à s'édifier et à édifier leur vérité contre les forces de destruction. La lutte n'est inégale qu'en apparence. On pourra peut-être détruire ces hommes, mais on ne les prostituera plus. Dès cet instant, le mouvement est renversé, et le meurtre qui s'appuyait sur le mensonge ne s'appuie plus que sur lui-même. Le nihilisme, arrivé à son extrémité, se dévore lui-même et s'étrangle dans ses contradictions. Nous nous tenons à ce point, passé lequel ce sera la mort ou la résurrection. Je fais confiance à nos amis connus ou inconnus et à leur force de résistance. Je parie pour la renaissance. Après cela, je crains que nos querelles d'écrivains n'aient pas l'importance que vous dites, sinon sur la rive gauche, et dans nos amitiés personnelles. À la soirée de Pleyel, les écrivains dont vous parlez n'ont pas caché leurs différences qui éclataient parfois dans ce qu'ils disaient. Cela ne les a pas empêchés de se réunir. Ils seront forcés de se réunir à nouveau quand une chance concrète se présentera. Qu'importeront alors leurs différences ? On ne leur demande pas de s'aimer : ils ne sont pas si souvent aimables. On leur demande de maintenir. Et puis, c'est avec des différences qu'on crée un monde. Mais, naturellement, ce ne sont pas les écrivains qui créeront cette chance. Ils y contribueront pour une petite part, dans le meilleur des cas. Ne

doutez pas, en tout cas, que mon livre veuille y contribuer.

P. B. - Je souhaite vivement qu'une nouvelle réunion de ces hommes soit encore possible. Sinon de tous, du moins de la plupart. En tout cas, le souvenir des heures exaltantes de Pleyel me pousse à reposer l'éternel problème : « Que peuvent les intellectuels ? » Je crois devoir vous indiquer qu'il ne s'agit pas de savoir aujourd'hui ce qu'ils peuvent pour la révolution, par exemple, mais simplement pour aider les hommes de ce siècle à sortir de leur ornière.

A. C. - Oui, que peuvent-ils ? D'abord se vaincre eux-mêmes, bien sûr. Les intellectuels n'ont tant d'importance aujourd'hui que parce que deux fois en cent cinquante années ils ont inspiré et, dans le deuxième cas, exécuté, une grande révolution. Sur des centaines de millions d'hommes règne aujourd'hui le gouvernement des philosophes dont la tradition occidentale a tant rêvé. Mais voilà, les philosophes n'ont pas la tête qu'on croyait. C'est que, pour régner, la philosophie a dû passer par la police, et, elle y a perdu un peu de son objectivité et de sa bienveillance. Les deux formes du nihilisme contemporain, bourgeois et révolutionnaire, ont été lancées par des intellectuels. Votre question revient donc à ceci « Le mal que les intellectuels (je dis bien les intellectuels et non les artistes) ont fait, peuvent-ils le défaire ? » Ma réponse est oui, mais à la condition : 1° qu'ils reconnaissent ce mal et le dénoncent; 2° qu'ils ne mentent pas et sachent avouer ce qu'ils ignorent; 3° qu'ils se refusent à dominer; 4° qu'ils refusent, en toute occasion et quel que soit le prétexte, tout despotisme, même provisoire ^[10]. Sur ces bases, réunissez autant d'hommes que vous voudrez et quels que soient leurs noms. Je serai parmi eux.

P. B. - Dans un article consacré à *L'Homme révolté*, publié après votre lettre-réponse aux allégations de Breton, M. Louis Pauwels suggérait que votre livre donnait bonne conscience à l'humanisme bourgeois. Que pensez-vous de cette curieuse accusation ?

A. C. - Oui, j'ai lu cet article. Sans estime. Passons. L'auteur de cet article est sourcilieux, théoriquement au moins, en matière d'insoumission, et il m'a retiré, j'en ai peur, mon brevet de révolution. Bien sûr, il a un peu menti en même temps. C'est mentir en effet que de ne pas dire qu'un des thèmes essentiels de mon livre est la critique de la morale formelle qui est à la base de l'humanisme bourgeois. C'est mentir aussi que de passer sous silence, comme tout le monde d'ailleurs, ma référence explicite au syndicalisme libre. Car il existe heureusement une autre tradition révolutionnaire que celle de mon examinateur. C'est elle qui a inspiré mon essai et elle n'est pas encore morte puisqu'elle lutte toujours, pour ne donner qu'un exemple, dans les colonnes d'une revue qui s'appelle : *La Révolution prolétarienne*. Bien des gens dont vous avez parlé, et dont je comprends qu'ils se sentent seuls à la lecture de la presse parisienne, reprendraient un peu de confiance s'ils connaissaient cette courageuse revue ouvrière.

P. B. - Avant d'en finir avec vos rapports passés et présents avec les uns et les autres, constatons aussi le silence de la presse communiste à propos de *L'Homme révolté*. Pas la moindre petite attaque, pas la plus légère insulte.

A. C. - Peut-être est-ce un sujet qui n'intéresse pas la presse communiste ?

P. B. - J'ai eu quelques rapides conversations avec quelques militants ou paramilitants. La plupart se refusaient à lire votre livre. Les autres lui infligeaient une telle analyse dite marxiste qu'on n'y pouvait rien comprendre, sinon qu'ils n'étaient pas d'accord et qu'ils ne voulaient l'être en aucune façon.

A. C. - Mon livre met justement en cause des aspects importants de l'analyse marxiste. Avant de me l'appliquer, il faudrait donc faire justice de mes critiques. La bonne manière de les réfuter n'est pas de refuser de les lire. Ou sinon on me donne raison dans ce que je dis. J'ai essayé de montrer que la révolution du XXe siècle n'avait pas d'autre issue que de pousser son nihilisme jusqu'à la destruction universelle, ou de retrouver sa vraie fidélité. L'enjeu est assez important pour que je puisse paraphraser Epictète et dire : « Injurie, si tu y tiens, mais lis ^[11]. » De toute façon, n'est-ce pas, cela vaudra mieux pour moi que d'être injurié sans être lu, comme cela s'est trouvé ?

P. B. - Pour mieux justifier l'idée qu'ils se font de l'attitude, ou de l'esthétique, révolutionnaire, beaucoup d'intellectuels communistes se réclament de Saint-Just, certains de Sade ou de Choderlos. Ne vous semble-t-il pas étrange, dans ces conditions, de se réclamer de révoltés aussi flagrants ? D'ailleurs les mêmes prétendent également annexer Lautréamont, Rimbaud, voire Baudelaire (dont on se plaît à faire un technicien de la barricade). Peut-être existe-t-il, dans le marxisme traditionnel, une dialectique assez efficace et puissante pour expliquer que les grands révoltés de l'Histoire ou de la Littérature furent surtout des révolutionnaires.

A. C. - Le maître à penser de Baudelaire était Joseph de Maistre qui ne détestait rien autant que les barricades. Saint-Just défendait une morale formelle et légaliste qui devint celle de la bourgeoisie et qui est justement critiquée par Hegel et Marx. Quant à Lautréamont et à l'antimilitariste Rimbaud, un régime communiste se croirait obligé de les rééduquer. Ceux qui s'autorisent à de telles confusions sont

des communistes de salon dont les tours seraient certainement divertissants s'il ne s'agissait de la liberté et du sang des hommes.

P. B. - En ce qui concerne Sade, Rimbaud et Lautréamont, certains m'ont affirmé avoir eu, depuis longtemps, les mêmes idées que vous, mais n'avaient osé les formuler sous peine d'être regardés comme impies. Je vous transmets donc leur soulagement et leur satisfaction.

A. C. - Oui, je sais... Nous sommes tous ainsi. Il est plus facile de monter à l'assaut du ciel que d'attaquer les petites divinités de la mode. Mais il faut bien dire un jour que le roi est nu. Du reste, c'est alors qu'on peut vraiment l'aimer. Le plus grand hommage qu'on puisse rendre à ces créateurs est de refuser leur canonisation. Lautréamont et surtout Rimbaud ne m'ont jamais paru plus grands que dans leur solitude et leur vérité, nettoyés des mythes dont on les farde.

P. B. - Dans bien des textes, plus particulièrement dans ce que j'appelle votre « journalisme moral », vous récusiez souvent la logique. Mais ne pensez-vous pas que la logique est atteinte en ce moment du mal des hommes et qu'un jour viendra où, le mal étant conjuré, la logique méritera à nouveau des lettres de noblesse ? Sinon, il me semble qu'on aboutira à la condamnation pure et simple de la plupart des philosophies.

A. C. - Ce n'est pas la logique que je réfute, mais l'idéologie qui substitue à la réalité vivante une succession logique de raisonnements. Les philosophies, traditionnellement, essaient d'expliquer le monde, non de lui imposer une loi - ce qui est le propre des religions et des idéologies.

P. B. - Depuis quelques années, on reparle beaucoup de l'héroïsme dans les milieux spirituels. Votre goût de la morale, j'en suis sûr, doit vous pousser à voir là un nouvel humanisme.

A. C. - Je ne suis pas humaniste. Du moins au sens où on l'entend. Quant à l'héroïsme, je demande à choisir. On n'est pas justifié par n'importe quel héroïsme, ni par n'importe quel amour.

P. B. - Est-ce que la fidélité n'appartient pas également à cet humanisme possible ?

A. C. - La fidélité, non plus, n'est pas une valeur en soi. Les S. S. aussi étaient fidèles à leurs maîtres.

P. B. - Sans doute. Mais il est vrai que le sentiment de fidélité s'exerce pour le meilleur et pour le pire. Dans l'absolu, et en dehors de tout exemple, ne pensez-vous pas que la fidélité justifie l'homme ?

A. C. - Oui, dans le silence - et quand il s'agit de cette fidélité qui sert la vie et le bonheur et non de celle qui se sert de la mort et de la servitude. Sans doute, l'une des dernières questions que puisse se poser l'homme pour sa justification est-elle : « Ai-je été fidèle ? » Mais cette question n'a aucun sens si elle ne signifie pas d'abord : « N'ai-je rien dégradé en moi et dans les autres ? »

P. B. - Vos origines méditerranéennes, vos sources spirituelles vous ont valu d'être parfois accusé de régionalisme. Il est certain qu'entre les deux mythes sentimentaux, Nord et Midi, le cœur des penseurs a toujours balancé.

A. C. - Mon cœur ne balance pas. Mais je n'ai pas dit, dans ma conclusion, que la solution de toutes choses se trouve près de la Méditerranée. J'ai dit seulement que, depuis cent cinquante ans, l'idéologie européenne s'était constituée contre les notions de nature et de beauté (par conséquent de limite), qui ont été, au contraire, au centre de la pensée méditerranéenne. J'ai dit que du même coup un équilibre s'était rompu, que l'Europe n'avait jamais été que dans cette lutte entre midi et minuit et qu'une civilisation vivante ne pourrait pas se constituer en dehors de cette tension, c'est-à-dire sans cette tradition méditerranéenne négligée depuis si longtemps. C'est tout. Je trouve qu'il y a dans ce diagnostic beaucoup de prudence, un peu trop même à mon goût. Des rives d'Afrique où je suis né, la distance aidant, on voit mieux le visage de l'Europe et on sait qu'il n'est pas beau. Mais du moins ne faut-il pas me faire dire le contraire de ce que j'ai dit.

P. B. - Donneriez-vous un jour une suite à *L'Homme révolté* ? Ou bien serez-vous amené à certains remaniements ?

A. C. - Peut-être lui donnerai-je une suite. Mais pourquoi des remaniements ? Je ne suis pas un philosophe et je n'ai jamais prétendu l'être. *L'Homme révolté* n'est pas une étude qui se voudrait exhaustive de la révolte et qu'il me faudrait donc compléter et rectifier. Je sais tout ce qui lui manque à cet égard, dans l'information et dans la réflexion. Mais j'ai voulu seulement retracer une expérience, la mienne, dont je sais aussi qu'elle est celle de beaucoup d'autres. À certains égards, ce livre est une confidence, la seule sorte de confidence, du moins, dont je sois capable, et que j'ai mis quatre ans à formuler avec les scrupules et les nuances qui s'imposaient. Je ne

crois pas, en ce qui me concerne, aux livres isolés. Chez certains écrivains, il me semble que leurs œuvres forment un tout où chacune s'éclaire par les autres, et où toutes se regardent.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

LETTRES SUR LA RÉVOLTE

ÉPURATION DES PURS ^[12] (Paris, le 28 mai 1952).

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Directeur,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur *L'Homme révolté* et je vous en remercie.

Je ne répondrai pas ici au détail de cette étude qui m'a paru parfois indiscutable, d'autres fois un peu audacieuse dans ses raisonnements. J'aurais sans doute beaucoup à dire sur le refus de la métaphysique que vous décelez dans mon livre, sur votre analyse de la terreur, et même sur les rapports de l'hellénisme et du christianisme, tels que vous les présentez dans votre critique de l'hérésie gnostique. Mais j'éprouve toujours un peu d'embarras quand je m'adresse à des philosophes chrétiens, dans la mesure où ils m'opposent généralement ce que la foi, dans son expérience, a d'incommunicable, et où ils me dénie, par voie de conséquence, une connaissance suffisante du christianisme lui-même, malgré mes efforts pour étudier ses doctrines et son histoire. Vous n'avez pas manqué de le faire, et il me semble que, dès lors, il est bien difficile de vous opposer des arguments de raison, puisqu'à n'importe quel moment vous pouvez désigner la limite où ma compétence s'arrête et où mes raisons s'évaporent.

C'est pourquoi je me bornerai à vous poser une question touchant à l'essentiel de votre argumentation. Vous m'attribuez une sympathie (dont vous soupçonnez, je ne sais pourquoi, Simone Weil d'être responsable) pour ce que j'appellerai les formes perfectionnistes du christianisme : gnostiques, cathares et jansénistes. Vous soulignez ensuite les dangers propres à ces théologies de la pureté en vous appuyant sur les conséquences, visibles dans l'histoire, des politiques puristes. J'ai moi-même dans *L'Homme révolté* indiqué cette trop grammaticale logique qui pousse les purs à l'épuration. À ces hérésies, en tout cas, vous opposez l'Église, qui se serait toujours définie comme le corps vivant de la médiation et qui place la charité au-dessus de l'épuration.

Je ne crois pas être cathare et, pour tout dire, malgré l'intérêt historique qui s'attache à la querelle des Albigeois, cet épisode me paraît bien lointain pour m'aider à me définir. C'est pourtant à son propos que je vous poserai une question : votre raisonnement une fois admis, comment donc expliquer qu'à l'occasion de l'hérésie albigeoise, justement, ce soit l'Église, comme vous le reconnaissez, qui ait créé de toutes pièces l'Inquisition, modèle des polices terroristes, et que ce soit au contraire les Albigeois, malgré leur agaçante fureur de pureté, qui aient été sauvagement épurés et massacrés ? Comment expliquer aussi que ni les gnostiques ni les jansénistes n'aient été parmi les épurateurs, comme en témoigne aujourd'hui encore, pour les derniers d'entre eux, le vallon étrangement désolé de Port-Royal ? N'y a-t-il pas dans ces simples faits une indication au moins, que le mot pureté peut avoir plusieurs sens (et même dans l'univers du révolté), que le perfectionnisme des cathares risque ainsi d'être différent du purisme des politiques, que, de même, l'Église a pu être médiatrice dans ses affirmations et fâcheusement démesurée dans ses actions, et qu'enfin votre interprétation des hérésies chrétiennes d'une part, et du christianisme historique de l'autre, est elle-même un peu trop manichéenne ?

Croyez, Monsieur le Directeur, à mes sentiments bien sincères.

RÉVOLTE ET POLICE ^[13]

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur,

Après avoir médité pendant sept mois, *La Nouvelle Critique* publie sur mon livre, *L'Homme révolté*, une étude dont j'ai pu lire, dans votre hebdomadaire, qu'elle était belle. Votre appréciation m'a donné la curiosité de me reporter à cette étude, bien qu'elle fût signée de M. Pierre Hervé. Et ce que j'y ai lu m'a paru d'une telle nature que je me sens obligé de commenter au moins votre adjectif.

Je suppose d'abord que *L'Observateur* n'a pas voulu dire que cette étude était belle par le style. Il y a, en effet, de consternantes évidences contre lesquelles on ne peut rien. Doit-on l'admirer au moins pour son information et son érudition ? Vous avez sûrement remarqué, pour ne prendre qu'un exemple, que M. Hervé confond Albert Sorel et Georges Sorel et attribue généreusement à Albert ce qui revenait à Georges. Après cela, le même homme, dans le même article, se juge assez qualifié pour appeler Einstein, Bohr, Heisenberg et quelques autres, des « théoriciens rétrogrades de la physique ». M. Hervé, lui, n'est pas rétrograde et peut aller de l'avant son bagage est léger.

Est-ce au moins la puissance dialectique de M. Hervé qui a convaincu votre collaborateur ? J'avoue avoir été le premier surpris de voir ce marxiste, ayant à discuter dans la revue la plus avancée de son parti, une thèse sur Marx, ne trouver aucun, je dis bien aucun argument, ni d'ailleurs aucun texte à opposer à la thèse qu'il veut combattre. Cent ans après Marx, par une vertigineuse décadence, la dialectique, avec M. Hervé et ses amis, a cessé d'être un art de raisonner pour devenir un art d'affirmer ou de nier, à tort et à travers. C'est ainsi qu'on affirme imprudemment que je ne m'intéresse pas aux victimes du colonialisme, malgré des centaines de pages, que je tiens à votre disposition, et qui prouvent que, depuis vingt ans, même lorsque M. Hervé et ses amis l'abandonnaient pour des raisons de tactique, je n'ai jamais mené réellement d'autre lutte politique que celle-là. C'est ainsi encore que je suis coupable, toujours selon M. Hervé, d'indulgence envers Hiroshima, ce qui constitue aussi une affirmation aventurée. Le 8 août 1945 c'est-à-dire le jour qui suivit Hiroshima, j'écrivais, en effet, dans *Combat*, sans attendre Stockholm : « La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. » Que disaient, dans leurs journaux, M. Hervé et ses amis ? Ils se réjouissaient, avec la presse qu'ils appellent bourgeoise, de cette victoire sans bavures. Je pourrais poursuivre cette démonstration et le ferai si on m'y pousse. Mais vous me concédez déjà que M. Hervé ment comme il raisonne : au hasard.

Je ne vois donc plus où pourrait se réfugier la beauté de cette étude sinon dans sa conclusion, qui en est, à vrai dire, la partie la plus importante. La concordance de cette conclusion avec l'ignoble article publié dans *L'Humanité*, sur le même sujet, par Victor Leduc, prouve en effet, que tout le pensum de M. Hervé n'a été bâclé que pour en venir là. Et il me semble que c'est bien sur ce point que votre collaborateur, puisqu'il tenait à se prononcer, devait le faire.

De quoi s'agit-il ? J'ai dit une fois de plus, dans mon livre, mon admiration pour les révolutionnaires russes de 1905. Écrivant sur la violence et le meurtre, j'ai essayé de définir la limite où le meurtre devait s'arrêter. L'exemple de Kaliayev et de ses camarades m'a amené à conclure qu'on ne pouvait tuer qu'à la condition de mourir soi-même, que nul n'avait le droit d'attenter à l'existence d'un être sans accepter immédiatement sa propre disparition et qu'enfin, dans tous les cas où on se laissait entraîner à cette limite extrême, il fallait payer une vie par une vie. Exception faite pour la non-violence absolue, dont je ne crois pas que M. Hervé fasse un article de foi, on ne peut imaginer de position plus intransigeante quant au respect dû à toute vie. M. Hervé et son collègue de tribunal, qui ont leurs raisons, font mine d'en tirer que j'exalte le terrorisme systématique et, par voie de conséquence, que j'admets les attentats contre les chefs soviétiques en particulier et quelques millions de communistes en général. Entre-temps, ils m'attribuent cyniquement l'idée qu'il faut faire

la guerre à l'U.R.S.S., comme s'ils avaient oublié ce temps, en somme assez récent, où, avant leur subite illumination par l'esprit de paix, ils n'avaient pas assez d'insultes et de railleries pour mon pacifisme, Pour finir, Leduc insinue que mon livre a été payé par les Américains.

Je ne discuterai même pas ces thèses répugnantes. À peine rappellerai-je que, d'une certaine manière, mon livre a été écrit pour que même des Hervé ou des Leduc soient préservés dans leur vie et gardent toujours la possibilité d'insulter les autres et de se juger eux-mêmes. Mais je ne puis pas ne pas comprendre que ce qui m'est signifié clairement à l'avance, en même temps qu'à quelques autres, ce sont les motifs d'inculpation particuliers du procès général dont Hervé et Leduc rêvent, comme d'autres rêvent de se retirer à la campagne. La critique de M. Hervé, que vous avez trouvée belle, s'appuie d'abord sur la police et les tribunaux d'exception. Et, bien que la tactique de ces intimidations n'ait pas d'effet sur moi, bien que je sois d'avis que la hideuse nostalgie de ces intellectuels a des chances sérieuses de rester longtemps inassouvie, la chose est assez significative, le symptôme assez grave, cependant, pour que j'aie une question à poser à *L'Observateur*.

Cette question, la voici : pensez-vous vraiment qu'une étude qui finit par un chantage policier et une menace aussi peu déguisée puisse encore être belle, sinon de cette beauté dont parlent certains médecins lorsqu'ils se réjouissent d'avoir rencontré un beau cancer et une superbe leucémie ? Revenait-il, en tout cas à *L'Observateur* de l'approuver, ne fût-ce que d'un mot et même en ajoutant qu'il s'agissait plutôt d'un pamphlet ? Je ne sais quelle sera votre réponse. J'espère seulement qu'elle ne minimisera pas le problème. Mais je ne m'estimerai pas si, en cette circonstance, qui me dépasse de beaucoup et qui intéresse tous les écrivains libres, je ne vous disais pas tout droit ce que je pense.

Vous vous refusez ordinairement à faire la différence entre, par exemple, le colonialisme et la dictature stalinienne. Vous avez raison. D'une manière générale, devant l'énormité de la partie aujourd'hui engagée, on a le droit d'hésiter, de peser le pour et le contre, et d'examiner les arguments de chacun. Ce sont là des choses que vous n'aurez pas à m'apprendre, ni que cette sorte de scrupules est un déchirement plus qu'un confort. Mais vous ne pouvez rester dans cette position critique, en face de tout ce qui prétend aujourd'hui nous mobiliser, qu'en vous appuyant sur une valeur que vous devez défendre contre tout le monde, sans exception. Ou sinon, votre apparente intransigeance n'est qu'une complicité embarrassée. Par malheur, une limite vient toujours où la valeur dont je parle est mise en cause et doit être défendue. Dans la circonstance qui fait l'objet de cette lettre, vous êtes à la limite et vous auriez dû défendre cette valeur. La preuve en est que ce n'est pas entre colonialisme et tyrannie que, sans vous en douter peut-être, vous vous êtes alors refusé à choisir, mais finalement entre les chiens de garde et les hommes libres, la gauche policière et la gauche libre. C'est ce qui m'étonne et qui m'indigne, non pour moi, qui ai l'habitude d'être seul, mais pour la cause que parfois vous prétendez défendre.

Voilà pourquoi je voudrais, sur cette limite exacte, et pour l'amour de la clarté, obtenir seulement de vous que vous retiriez l'adjectif appliqué, par mégarde, j'en suis sûr, à ce méprisable écrit. Il me semble que cela vous donnera l'occasion, à très peu de frais, et sans rien changer à vos positions, de dire nettement que vous faites la différence entre ceux qui mentent, insultent et hurlent à la mort, et ceux qui cherchent péniblement la vérité de leur temps et la liberté de tous. Car si vous ne le faisiez pas, comment les hommes qui me ressemblent pourraient-ils, désormais, vous écouter et vous suivre, incapables qu'ils sont, eux aussi, de faire la différence entre le procureur sous sa belle robe et celui qui annonce que la cour va entrer et qu'il convient de se lever ?

Mais je ne veux pas douter de votre réponse ^[14].

RÉVOLTE ET ROMANTISME ^[15]

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le rédacteur en chef,

Puisque vous me proposez de répondre aux articles de Gaston Leval, je le ferai aussi brièvement que possible. La fin de l'étude de Leval m'en redonne d'ailleurs le goût que son début m'avait ôté. Mais je le ferai sans aucune intention de polémique. Je rends tout à fait justice aux intentions de Leval et je lui donne raison sur plusieurs points. S'il veut bien, à son tour, examiner mes arguments sans parti pris, il comprendra que je puisse dire qu'en gros je suis d'accord avec le fond de ses articles. Ils m'ont, en somme, plus instruit que contredit.

Vous remarquerez d'abord que mon passage sur Bakounine occupe quatre pages et demie d'un livre qui en comporte près de quatre cents. C'est assez dire qu'on ne pouvait pas me prêter l'intention d'écrire une étude complète sur Bakounine; mais seulement de choisir chez lui comme chez beaucoup d'autres une référence au raisonnement que je poursuivais. Mon projet dans *L'Homme révolté* a été constant : étudier une contradiction propre à la pensée révoltée et en rechercher le dépassement. En ce qui concerne Bakounine, j'ai seulement montré chez lui les signes de cette contradiction comme je l'ai fait au cours de mon ouvrage pour les penseurs les plus divers. Toute la question est donc de savoir si cette contradiction peut se trouver chez Bakounine. Je maintiens qu'elle s'y trouve. Leval peut penser que je n'ai pas mis assez en valeur l'aspect positif de la pensée bakouninienne (encore qu'il doive remarquer, pour s'aider à la comprendre, qu'il ne lui a pas fallu moins d'une cinquantaine de pages pour n'apporter qu'un petit nombre de précisions sur ce sujet). Du moins, il n'a jamais songé à nier que les textes proprement nihilistes et immoralistes existent. Qu'on les trouve au début et au milieu de la vie de Bakounine prouve seulement qu'il s'agit d'une tentation constante chez notre auteur. Et je ne crois pas qu'on puisse dire avec Leval que ces pensées aient eu seulement une destinée littéraire. Je tiens pour un fait la filiation de Netchaïev au bolchevisme, et pour un autre fait la collaboration de Bakounine et de Netchaïev, que Leval ne nie d'ailleurs pas. Mais cela ne signifie nullement, et ici il me faut protester contre l'interprétation de Leval, que je présente Bakounine comme un des pères du communisme russe. Au contraire, j'ai deux fois en quatre pages, et nettement, dit que Bakounine s'était opposé en toutes circonstances au socialisme autoritaire. Je n'ai noté les faits dont je parle que pour souligner une fois de plus la nostalgie nihiliste propre à toute conscience révoltée. C'est pourquoi, lorsque Leval me cite longuement les pensées positives et fécondes de Bakounine, je l'approuve tout à fait : Bakounine est un des deux ou trois hommes que la vraie révolte puisse opposer à Marx dans le XIX^e siècle. J'estime seulement que par ces citations Leval va dans mon sens, en rendant plus criante la contradiction qui m'intéresse chez Bakounine comme chez les autres.

Essayons maintenant d'aller plus loin. Le nihilisme qu'on peut déceler chez Bakounine et chez d'autres a eu une utilité passagère. Mais, aujourd'hui, et vous autres libertaires de 1950 le savez bien, nous ne pouvons plus nous passer de valeurs positives. Où les trouverons-nous ? La morale bourgeoise nous indigne par son hypocrisie et sa médiocre cruauté. Le cynisme politique qui règne sur une grande partie du mouvement révolutionnaire nous répugne. Quant à la gauche dite indépendante, en réalité fascinée par la puissance du communisme et engluée dans un marxisme honteux de lui-même, elle a déjà démissionné. Nous devons alors trouver en nous-mêmes, au cœur de notre expérience, c'est-à-dire à l'intérieur de la pensée révoltée, les valeurs dont nous avons besoin. Si nous ne les trouvons pas, le monde croulera, et ce n'est peut-être que justice, mais nous nous serons écroulés avant lui, et ce sera infamie. Nous n'avons donc pas d'autre issue que d'étudier la contradiction où s'est débattue la pensée révoltée, entre le nihilisme et l'aspiration à un ordre vivant, et de la dépasser dans ce qu'elle a de positif. Je n'ai mis l'accent avec tant d'insistance sur l'aspect négatif de cette pensée que dans l'espoir que nous pourrions alors en guérir, tout en gardant le bon usage de la maladie.

On comprend maintenant que j'aie été tenté, en ce qui concerne Bakounine, de mettre un accent grave sur ses déclarations nihilistes. Ce n'est pas que j'aie manqué d'admiration pour ce prodigieux personnage. J'en manquais si peu que la conclusion de mon livre se réfère

expressément aux fédérations française, jurassienne et espagnole de la V^e Internationale, qui étaient en partie bakouninistes. J'en manque si peu que je suis persuadé que sa pensée peut utilement féconder une pensée libertaire rénovée et s'incarner dès maintenant dans un mouvement dont les militants de la C.N.T. et du syndicalisme libre, en France et en Italie, attestent en même temps la permanence et la vigueur.

Mais c'est à cause de cet avenir dont l'importance est incalculable, c'est parce que Bakounine est vivant en moi comme il l'est dans notre temps que je n'ai pas hésité à mettre au premier plan les préjugés nihilistes qu'il partageait avec son époque. Ce faisant, il me semble, malgré Leval, que j'ai finalement rendu service au courant de pensée dont Bakounine est le grand représentant. Cet infatigable révolutionnaire savait lui-même que la vraie réflexion va sans cesse de l'avant et qu'elle meurt à s'arrêter, fût-ce dans un fauteuil, une tour ou une chapelle. Il savait que nous ne devons jamais garder que le meilleur de ceux qui nous ont précédés. Le plus grand hommage, en effet, que nous puissions leur rendre consiste à les continuer et non à les consacrer : c'est par la déification de Marx que le marxisme a péri. La pensée libertaire, à mon sens, ne court pas ce risque. Elle a, en effet, une fécondité toute prête à condition de se détourner sans équivoque de tout ce qui, en elle-même et aujourd'hui encore, reste attaché à un romantisme nihiliste qui ne peut mener nulle part. C'est ce romantisme que j'ai critiqué, il est vrai, et Je continuerai de le critiquer, mais c'est cette fécondité qu'ainsi j'ai voulu servir.

J'ajouterai seulement que je l'ai fait en connaissance de cause. La seule phrase de Leval qui risquait, venant d'un libertaire, de me rendre amer, est en effet celle où il écrit que je m'érige en censeur de tous. Si *L'Homme révolté*, pourtant, juge quelqu'un, c'est d'abord son auteur. Tous ceux pour qui les problèmes agités dans ce livre ne sont pas seulement rhétorique ont compris que j'analysais une contradiction qui avait d'abord été la mienne. Les pensées dont je parle m'ont nourri et j'ai voulu les continuer en les débarrassant de ce qui, en elles, les empêchait, selon moi, d'avancer. Je ne suis pas un philosophe, en effet, et je ne sais parler que de ce que j'ai vécu. J'ai vécu le nihilisme, la contradiction, la violence et le vertige de la destruction. Mais, dans le même temps, j'ai salué le pouvoir de créer et l'honneur de vivre. Rien ne m'autorise à juger de haut une époque dont je suis tout à fait solidaire. Je la juge de l'intérieur, me confondant avec elle. Mais je garde le droit de dire ce que je sais désormais sur moi et sur les autres, à la seule condition que ce ne soit pas pour ajouter à l'insupportable malheur du monde, mais seulement pour désigner, dans les murs obscurs contre lesquels nous tâtonnons, les places encore invisibles où des portes peuvent s'ouvrir. Oui, je garde le droit de dire ce que je sais, et je le dirai. Je ne m'intéresse qu'à la renaissance.

La seule passion qui anime *L'Homme révolté* est justement celle de la renaissance. En ce qui vous concerne, vous gardez le droit de penser, et de dire, que j'ai échoué dans mon propos et qu'en particulier je n'ai pas servi la pensée libertaire dont je crois pourtant que la société de demain ne pourra se passer. J'ai cependant la certitude qu'on reconnaîtra, lorsque le vain bruit qu'on fait autour de ce livre sera éteint, qu'il a contribué, malgré ses défauts, à rendre plus efficace cette pensée et du même coup à affermir l'espoir, et la chance, des derniers hommes libres.

P.S. - En ce qui concerne la science, je donne raison à Leval. Ce n'est pas exactement contre la science que Bakounine s'élevait avec beaucoup de perspicacité, mais contre le gouvernement des savants. J'aurais dû ajouter cette nuance appréciable et le ferai dans la prochaine édition.

RÉVOLTE ET SERVITUDE ^[16]

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Directeur,

Je prendrai prétexte de l'article que, sous un titre ironique, votre revue m'a consacré, pour soumettre à vos lecteurs quelques observations touchant la méthode intellectuelle et l'attitude dont cet article témoigne. Cette attitude dont vous ne refusez pas, j'en suis sûr, d'être solidaire, m'intéresse plus en effet que l'article lui-même dont la faiblesse m'a surpris. Obligé de m'y référer constamment, je ne le ferai donc qu'après avoir précisé que je ne le considère pas comme une étude, mais plutôt comme un objet d'étude, je veux dire un symptôme. Je m'excuse enfin de devoir être aussi long que vous l'avez été. J'essaierai seulement d'être plus clair.

Mon premier effort sera de montrer quelle peut être l'intention réelle de votre collaborateur lorsqu'il pratique l'omission, travestit la thèse du livre qu'il se propose de critiquer et fabrique à son auteur une imaginaire biographie. Une question qui n'est secondaire qu'en apparence peut déjà nous mettre sur la voie d'une interprétation. Elle touche au bon accueil qui aurait été fait à mon livre par la presse de droite. La chose, en soi, ne m'aurait affligé que modérément. On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche et moins encore selon ce que la droite et la gauche décident d'en faire. À ce compte, Descartes serait stalinien et Péguy bénirait M. Pinay. Si, enfin, la vérité me paraissait à droite, j'y serais. C'est dire que je ne partage pas vos inquiétudes (ni celles d'Esprit) à ce sujet. Mais, de plus, ces inquiétudes me paraissent prématurées. Quelle a été en effet l'attitude de la presse dite de droite ? Pour citer une feuille qui se tient résolument au-dessous des classifications politiques, j'ai été honoré d'une ration d'injures dans *Rivarol*. Du côté de la droite classique, *La Table Ronde*, sous la signature de M. Claude Mauriac, a eu de graves réserves à faire tant sur mon livre que sur la hauteur de mon caractère (il est vrai que je n'ai jamais couvert de mon nom l'ignoble article dont vous vous souvenez et qui parut dans *Liberté de l'Esprit* sous la direction du même Claude Mauriac. L'eussé-je fait par mégarde que, voyez ma superbe, je m'en serais aussitôt et publiquement excusé). *Liberté de l'Esprit*, justement (mais il s'agit, il est vrai, de la droite non classique), ne m'a pas bien traité, consentant seulement, cette fois-ci, à ne pas faire allusion, pour en tirer l'avantage, à l'état supposé de mon système respiratoire. Ces trois exemples suffisent au moins à infirmer la thèse reprise par votre collaborateur. Il reste que mon livre a été parfois loué par les chroniqueurs littéraires des journaux dits bourgeois. Assurément, je sens ici toute ma honte. Mais enfin les mêmes journaux ont souvent salué les livres des auteurs des *Temps modernes* sans qu'on accuse ces derniers de prendre leur petit déjeuner avec M. Villiers. Dans la société où nous vivons tous, et dans l'état actuel de la presse, aucune œuvre de moi ne pourra jamais obtenir l'agrément de votre collaborateur, je le crains, à moins d'être reçue par une bordée d'injures ou une condamnation prononcée à l'unanimité. À vrai dire, cela m'est arrivé, et je ne sais pas que mon censeur d'aujourd'hui ait alors crié son admiration.

Quand il me plaint de recevoir le pavé de l'ours, serions-nous donc dans la frivolité ? Non, car cette attitude même est significative. En réalité, votre collaborateur ne peut s'empêcher de penser qu'il n'y a pas de frontière précise entre l'homme de droite et le critique du marxisme dogmatique. Selon lui, ils se touchent au moins par quelque côté, où une sinistre confusion s'opère alors. Qui n'est pas marxiste, franchement ou honteusement, s'achemine ou s'endurcit à droite, voilà le premier présupposé, conscient ou non, de la méthode intellectuelle qui fait le sujet de cette lettre. Un tel axiome ne peut s'accommoder de la position nette que *L'Homme révolté* prend à l'égard du marxisme et c'est là d'abord ce que votre collaborateur vise dans mon livre. Il fallait donc dévaloriser cette position en montrant que, confirmant l'axiome, elle mène aux enfers réactionnaires, si même elle n'en provient pas. Comme il est malaisé, et plus particulièrement aux rédacteurs des *Temps modernes*, de le dire en face de moi, on commence déjà par s'inquiéter de mes fréquentations, même involontaires.

Si cette interprétation est correcte, elle permet de comprendre une grande part de votre article. Ne pouvant en effet me classer encore à droite, on pourra au moins montrer par l'examen de mon style ou l'étude de mon livre que mon attitude est irréaliste, antihistorique

et inefficace. On appliquera ensuite la méthode d'autorité, qui me paraît faire fureur chez les écrivains de la liberté, pour montrer que, selon Hegel et Marx, cette attitude sert *objectivement* la réaction. Simplement, comme le livre et son auteur s'opposent en même temps à cette démonstration, votre collaborateur a courageusement refait mon livre et ma biographie. Accessoirement, comme il est bien difficile de trouver, aujourd'hui, dans mon attitude publique, des arguments en faveur de sa thèse, il s'est replié, pour avoir raison un jour, sur un avenir qu'il m'a fabriqué de toutes pièces et qui me ferme la bouche. Essayons de suivre dans le détail cette intéressante méthode.

D'abord le style. Votre article y voit, trop généreusement, une « réussite à peu près parfaite », mais aussitôt le déplore. Esprit se chagrinerait déjà de ce style et suggérerait avec moins de précautions que *L'Homme révolté* avait pu séduire les esprits de droite par le « bonheur » de ses cadences. Je relèverai à peine ce qu'il y a de désobligeant pour les écrivains du progrès à laisser entendre que le beau style est de droite et que les hommes de gauche se doivent, par vertu révolutionnaire, d'écrire le baragouin et le jargon. Je préfère noter d'abord que je ne suis nullement de l'avis de votre collaborateur. Je ne suis pas sûr quant à moi que *L'Homme révolté* soit bien écrit, mais je voudrais qu'il le fût. J'irai même jusqu'à dire que, s'il est vrai que mes pensées sont inconsistantes, autant les bien écrire pour limiter les dégâts. Supposez en effet qu'on ait à lire des pensées confuses en style consternant, voyez l'exil ! Mais en vérité votre collaborateur ne se soucie pas réellement de mon style, ni du sien, et sa constante intention est bien claire. Il se sert en effet de ma propre analyse de l'art formel et de l'art réaliste. Mais il la retourne contre moi. Il me faut dire cependant que ma critique de l'art formel touchait, selon la plus stricte des définitions, aux œuvres qui sont de pures recherches de forme et où le sujet n'est qu'un prétexte. Il me paraît difficile de l'appliquer, sans une remarquable effronterie, à un livre qui a pour sujet exclusif la révolte et la terreur dans notre temps. Mais quoi, il fallait prévoir une objection possible : que mon livre se plaçait directement au milieu de l'histoire actuelle pour y élever une protestation, et qu'il était donc, même de modeste manière, un acte. Votre article répond d'avance qu'il y a en effet protestation, mais qu'elle est « trop belle et trop souveraine » et qu'en tout cas mon style a l'immense défaut de ne présenter aucune « bavure d'existence » (sic). Comprendons que bien écrire (ou du moins ce que votre collaborateur appelle ainsi) revient à se priver d'existence, même sous la forme de bavures, à s'éloigner de la vie dont seule rapproche la faute de syntaxe qui est la marque de la vraie passion, et à s'isoler loin des misères humaines dans une île de froideur et de pureté. On voit donc que cet argument vise déjà, selon ce que j'ai dit, à m'exiler de toute réalité. Par mon style qui est de l'homme même, me voilà malgré moi renvoyé dans la tour d'ivoire d'où les rêveurs de mon genre contemplant sans réagir les inexpiables crimes de la bourgeoisie.

La même opération est ensuite effectuée sur le livre lui-même dont on va essayer, contre toute évidence, de faire un manuel antihistorique et le catéchisme des abstentionnistes. On utilisera alors les écrits canoniques (je veux dire Hegel et Marx) pour montrer que, malgré ma critique poussée de la morale formelle propre à la bourgeoisie, cet irréalisme sert en réalité la pensée réactionnaire. Le premier obstacle à cette démonstration est l'œuvre qui a précédé *L'Homme révolté*. Il est difficile d'accuser de « transcendantalisme » une Oeuvre qui, bonne ou mauvaise, tient à notre histoire de fort près. Votre article démontre donc que cette œuvre *tendait* déjà à se hisser dans les nuées et que *L'Homme révolté* vient seulement couronner, au milieu d'un chœur inefficace d'anges anarchistes, cette coupable et irrésistible ascension. Naturellement, le meilleur moyen de trouver cette tendance dans mon œuvre est encore de l'y mettre. Votre article dira donc qu'alors que *L'Étranger* était raconté par une « subjectivité concrète » (je m'excuse de ce langage), les événements de *La Peste* sont vus par une « subjectivité hors-situation » qui « ne les vit pas elle-même et se borne à les contempler ». N'importe quel lecteur, même distrait, de *La Peste*, à la seule condition qu'il veuille bien lire le livre jusqu'au bout, sait pourtant que le narrateur est le docteur Rieux, héros du livre et qui est plutôt payé pour connaître ce dont il parle. Sous la forme d'une chronique objective écrite à la troisième personne, *La Peste* est une confession et tout y est calculé pour que cette confession soit d'autant plus entière que le récit en est plus indiscret. Naturellement, on peut appeler dégageant cette pudeur, mais ce serait supposer alors que l'obscénité est la seule preuve de l'amour. *L'Étranger*, au contraire, sous la forme d'un récit à la première personne, est un exercice d'objectivité et de détachement, comme, après tout, son titre l'indique. Votre collaborateur est d'ailleurs si peu persuadé de la légitimité de sa thèse^[17] que, dans le même passage, il attribue aux personnages de *La Peste* ce qu'il appelle dédaigneusement une morale de Croix-Rouge, oubliant de nous expliquer comment ces malheureux peuvent mettre en pratique une morale de Croix-Rouge par le seul exercice de la contemplation. On peut trouver certainement que l'idéal de cette estimable organisation manque de panache (enfin, on peut le trouver dans une salle de rédaction bien chauffée), mais on ne peut lui refuser de reposer, d'une part, sur un certain nombre de valeurs et de préférer, d'autre part, une certaine forme d'action à la simple contemplation. Mais pourquoi insister sur cette prodigieuse confusion intellectuelle ? Après tout, aucun lecteur, sauf dans votre revue, n'aura l'idée de contester que, s'il y a évolution de *L'Étranger* à *La Peste*, elle s'est faite dans le sens de la solidarité et de la participation. Dire le contraire, c'est mentir ou rêver. Mais comment faire autrement pour prouver contre toute réalité que je suis détaché de la réalité et de l'histoire ?

Partant ainsi d'une hypothèse entièrement fautive, mais commode, sur le contexte d'une Oeuvre, votre collaborateur passe enfin à *L'Homme révolté*. Il serait plus juste de dire qu'il le fait passer à lui. Il s'est en effet énergiquement refusé à discuter les thèses centrales qu'on peut trouver dans l'ouvrage : la définition d'une limite mise au jour par le mouvement même de la révolte, la critique du nihilisme posthégélien et de la prophétie marxiste, l'analyse des contradictions dialectiques devant la fin de l'histoire, la critique de la notion de culpabilité objective, etc. En revanche, il a discuté à fond une thèse qui ne s'y trouvait pas.

Prenant d'abord prétexte de ma méthode, il affirme que je refuse tout rôle à l'économique et à l'historique^[18] dans la genèse des

révolutions. En vérité, je ne suis ni assez bête ni assez inculte pour cela. Si, dans un ouvrage, j'étudiais exclusivement l'influence du comique grec sur le génie de Molière, cela ne signifierait pas que je nie les sources italiennes de son œuvre. J'ai entrepris avec *L'Homme révolté* une étude de l'aspect idéologique des révolutions. Ce n'était pas seulement mon droit le plus strict; peut-être y avait-il aussi quelque urgence à le faire dans un temps où l'économie est notre tarte à la crème et où des centaines de volumes et de publications attirent l'attention d'un très patient public sur les fondements économiques de l'histoire et l'influence de l'électricité sur la philosophie. Ce que *Les Temps modernes* font tous les jours avec tant de bonne volonté, pourquoi l'aurais-je refait ? Il faut bien se spécialiser. J'ai montré seulement, et je le maintiens, qu'il y a dans les révolutions du XX^e siècle, parmi d'autres éléments, une évidente entreprise de divinisation de l'homme et j'ai choisi d'éclairer spécialement ce thème. J'y étais autorisé à la seule condition d'annoncer clairement mon propos, ce que j'ai fait. Voici ma phrase : « Le propos de cette analyse n'est pas de faire la description, cent fois recommencée, du phénomène révolutionnaire, ni de recenser une fois de plus les causes historiques ou économiques des grandes révolutions. Il est de retrouver dans quelques faits révolutionnaires la suite logique, les illustrations et les thèmes constants de la révolte métaphysique. » Votre collaborateur, qui cite cette phrase, n'en décide « pas moins », comme il dit, de ne point en tenir compte, arrête que cette modestie de ton cache la plus grande ambition et déclare que je nie en réalité tout ce dont je ne parle pas. Je me désintéresserais en particulier, au profit de la haute théologie, de la misère de ceux qui ont faim. Je répondrai peut-être un jour à cette indécence. Je constate seulement ici, pour me consoler, qu'un critique chrétien a pu me reprocher au contraire de négliger les « besoins spirituels » de l'homme et de le réduire à ses « besoins immédiats ». Je note encore, et cette fois pour me rassurer tout à fait, que ma méthode est justifiée par des autorités que votre collaborateur ne saurait récuser, je veux dire Alexandrov et Staline. Le premier souligne en effet dans la *Literatournaïa Gazeta* que le second a réagi contre l'interprétation trop étroite de la superstructure et démontré heureusement le rôle capital que jouent les idéologies dans la formation de la conscience sociale.

Cette opinion de poids m'aide à me sentir moins seul dans la méthode que j'ai choisie. Mais, après tout, je crois bien que votre article ne touchait pas réellement à ma méthode. Il voulait seulement me mettre hors-circuit encore une fois, et démontrer que mes préjugés mêmes m'éloignaient de la réalité. Le malheur est que, du même coup, c'est la méthode de votre collaborateur qui est en cause et qui l'éloigne des textes, lesquels, après tout, sont une des formes de la réalité. J'ai écrit par exemple « qu'on pouvait admettre que la détermination économique jouait un rôle capital dans la genèse des actions et des pensées humaines », refusant seulement de croire que ce rôle fût exclusif. La méthode de votre collaborateur consiste à dire aussitôt après que je n'admets pas le rôle capital joué par la détermination économique et que « de toute évidence » (il s'agit sans doute d'une évidence interne), je ne crois pas aux infrastructures. Pourquoi donc critiquer un livre si on est décidé à ne pas tenir compte de ce qu'on peut y lire ? Ce procédé, constant dans votre article, supprime toute possibilité de discussion. Affirmant que le ciel est bleu, si vous me faites dire que je l'estime noir, je n'ai point d'autre issue que de me reconnaître fou ou de déclarer sourd mon interlocuteur. Heureusement, il reste l'état réel du ciel, en l'occurrence, de la thèse discutée, et c'est pourquoi il me faut examiner les raisons de votre collaborateur pour trancher de ma folie ou de sa surdité.

Plutôt qu'un sourd en vérité, il me paraît quelqu'un qui ne veut pas entendre. Sa thèse est simple : est noir ce que j'ai dit bleu. L'essentiel de son article revient en effet à discuter une position que non seulement je n'ai pas prise à mon compte, mais que j'ai encore discutée et combattue dans mon livre. Il la résume ainsi, bien que *L'Homme révolté* en entier la démente : tout le mal se trouve dans l'histoire et tout le bien hors d'elle. Ici, il me faut bien protester et vous dire tranquillement que de tels procédés sont indignes. Qu'un critique supposé qualifié, parlant au nom d'une des revues importantes de ce pays, s'autorise, sans raisons et sans preuves, à présenter comme la thèse d'un livre une proposition contre laquelle une partie du livre est dirigée donne une idée révoltante du mépris dans lequel est tenue aujourd'hui la simple honnêteté intellectuelle. Car il faut penser à ceux qui, lisant l'article, n'auront pas l'idée ou le temps d'aller au livre et s'estimeront suffisamment renseignés. Loin de l'être, ils auront été trompés et votre article leur aura menti. *L'Homme révolté*, en effet, se propose - près d'une centaine de citations pourront le prouver quand il le faudra - de démontrer que l'antihistorisme pur, au moins dans le monde d'aujourd'hui, est aussi fâcheux que le pur historisme. Il y est écrit, à l'usage de ceux qui veulent lire, que celui qui ne croit qu'à l'histoire marche à la terreur et celui qui ne croit à rien d'elle autorise la terreur. Il y est dit qu'il existe « deux sortes d'inefficacité, celle de l'abstention et celle de la destruction », « deux sortes d'impuissance, celle du bien et celle du mal ». On y démontre enfin, et surtout, que « nier l'histoire revient à nier le réel » de la même façon, ni plus ni moins, qu'« on s'éloigne du réel à vouloir considérer l'histoire comme un tout qui se suffit à lui-même ». Mais à quoi bon les textes ! Votre collaborateur ne s'en soucie pas. C'est dans l'histoire qu'il a ses habitudes, non dans la vérité. Quand il écrit, faisant mine de me résumer : « Dès que les principes éternels, les valeurs non incarnées sont mises en doute, dès que la raison se met en mouvement, le nihilisme triomphe », il me donne à choisir en effet entre son incompetence et sa malveillance. En réalité, l'une s'ajoute à l'autre. Quiconque a lu le livre sérieusement (et je tiens encore les citations à votre disposition) sait que le nihilisme pour moi coïncide aussi avec les valeurs désincarnées et formelles. La critique de la révolution bourgeoise et formelle de 89 est parallèle dans mon livre à celle de la révolution cynique du XX^e siècle et il y est démontré que, dans les deux cas, quoique par des excès contraires, soit que les valeurs soient placées au-dessus de l'histoire, soit qu'elles y soient absolument identifiées, le nihilisme et la terreur sont justifiés. En supprimant systématiquement l'une des faces de cette double critique, votre rédacteur sanctifie sa thèse, mais sacrifie sans pudeur la vérité.

La vérité qu'il faut récrire et réaffirmer en face de votre article est que mon livre ne nie pas l'histoire (négarion qui serait dénuée de sens) mais critique seulement l'attitude qui vise à faire de l'histoire un absolu. Ce n'est pas l'histoire qui est donc rejetée, mais une vue de

L'esprit quant à l'histoire; non pas la réalité, mais par exemple votre critique, et sa thèse. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que certains de mes textes vont contre cette thèse. Mais il se demande seulement par quel sortilège ces textes ne changent rien à sa conviction. C'est un miracle en effet. Et on jugera de son étendue en sachant que ce n'est pas seulement deux ou trois textes qui vont contre cette inébranlable conviction mais le livre entier, sa démarche, ses analyses et même, j'en demande pardon à Hegel dont on me récite doctoralement trois pages sur les inconvénients du cœur, sa passion profonde. Un critique sagace et loyal, dans tous les cas, au lieu de s'essayer à ridiculiser une thèse imaginaire, se fût confronté à ma vraie thèse : celle qui veut que le service de l'histoire pour elle-même aboutisse à un nihilisme. Il eût alors essayé de démontrer que l'histoire peut fournir à elle seule des valeurs qui ne sont pas celles de la seule force, ou encore tenté de prouver qu'on peut se conduire dans l'histoire sans faire appel à aucune valeur. Je ne crois pas ces démonstrations faciles. Mais je me garderais de les croire impossibles à des esprits mieux armés que le mien. De les tenter au moins nous eût fait tous ensemble progresser et, à vrai dire, je n'en attendais pas moins de vous. J'ai eu tort. Votre collaborateur a préféré supprimer l'histoire dans mon raisonnement pour mieux pouvoir m'accuser de la supprimer dans sa réalité. L'opération n'étant pas aisée, il lui a bien fallu utiliser une méthode de torsion qui est incompatible avec l'idée que je me fais d'un labeur qualifié. Je me résumerai en vous donnant un exemple définitif de cette méthode. Votre critique me fait écrire en effet que l'existentialisme (comme le stalinisme) est prisonnier de l'histoire. Il triomphe alors à peu de frais en m'assénant ce lieu commun que nous sommes tous, et moi-même, prisonniers de l'histoire, et qu'il ne me revient pas de prendre des airs émancipés. Sans doute, et ce sont là des choses que, peut-être, je sais mieux que lui. Mais au fait, qu'avais-je écrit ? Que l'existentialisme était « pour le moment soumis lui aussi à l'historisme et ses contradictions ». Votre article, ici comme dans tout l'ouvrage, remplace historisme par histoire, ce qui, en effet, suffit à transformer le livre en son contraire et son auteur en idéaliste impénitent. Je vous laisse seulement à juger du sérieux ou de la dignité d'une pareille méthode.

Après cela, il importe peu que votre critique examine de façon résolument futile, ou plaisante, ou dédaigneuse, certaines démonstrations secondaires, ni qu'il pousse l'inconscience jusqu'à reprendre mes thèses pour les opposer à la thèse imaginaire qu'il a entrepris de combattre ^[19]. Son travail est accompli, je suis jugé, et mon juge l'est aussi. Il peut décider que j'enseigne à me détacher de l'histoire, à ne rien entreprendre et à renoncer à toute efficacité. Me jetant alors à la face Indochinois, Algériens, Malgaches et mineurs de fond pêle-mêle, il peut conclure que cette position, que je n'ai jamais tenue, est intenable. Il lui suffira en effet, pour détruire le dernier obstacle à une si équitable démonstration, de refaire ma biographie au mieux des intérêts de sa thèse, d'expliquer par exemple que j'ai longtemps vécu dans l'euphorie un peu obnubilée des plages méditerranéennes, que la résistance (qu'il faut bien justifier dans mon cas) m'a révélé l'histoire dans les seules conditions qui pouvaient me permettre de l'avalier, à petites doses et purifiée, que les circonstances ont changé, l'histoire devenant trop brutale pour mon organisation exquise, et qu'aussitôt j'ai employé les habiletés formelles dont je dispose à préparer mon repli et justifier un avenir de retraite, ami des arts et des bêtes. Je pardonne de grand cœur ces innocentes sottises. Votre collaborateur n'est pas forcé de savoir que ces problèmes coloniaux dont il nous laisse croire qu'ils l'empêchent de dormir m'ont empêché, il y a déjà vingt ans, de céder au total abrutissement du soleil. Ces Algériens dont il fait son pain quotidien ont été jusqu'à la guerre mes camarades dans un combat plutôt inconfortable. Il n'est pas non plus forcé de comprendre que la résistance (où je n'ai joué qu'un rôle secondaire) ne m'a jamais paru une forme heureuse ni facile de l'histoire, pas plus qu'à aucun de ceux qui en ont, eux, vraiment souffert, qui y ont tué ou qui y sont morts. Peut-être cependant faudrait-il vous dire que, s'il n'est pas vrai que je me prépare une saine retraite consacrée aux loisirs de l'art, il est bien vrai qu'une pareille attitude et celle de quelques autres auraient de quoi m'y pousser. Mais je le dirais tout droit dans ce cas et n'irais pas jusqu'à écrire quatre cents pages pour m'en justifier. Cette méthode directe aurait seule mon estime que, pour finir, je ne puis accorder, vous l'avez déjà compris, à votre article. Je n'y ai lu en effet ni générosité ni loyauté à mon égard, mais seulement le refus de toute discussion approfondie et la volonté vaine de trahir une position qu'on ne pouvait traduire sans se mettre aussitôt dans le cas d'en débattre vraiment.

*
* *
*

Ceci étant bien clair, comment expliquer que votre article se soit cru en droit de travestir ainsi une thèse dont je continue de penser qu'elle méritait au moins, à défaut de votre sympathie, un examen honnête. Pour répondre à cette question, je suis obligé de prendre à mon tour la position de critique et de retourner un peu la situation. Ce sera la retourner en effet que de démontrer que l'attitude dont témoigne votre article s'appuie philosophiquement sur la contradiction et le nihilisme, et, historiquement, sur l'inefficacité.

Commençons par la contradiction. Pour la résumer très grossièrement, tout se passe dans votre article comme si vous défendiez le marxisme en tant que dogme implicite sans pouvoir l'affirmer en tant que politique ouverte. Je justifierai d'abord, et nuancerai, la première partie de ma proposition. Vous n'êtes sans doute pas marxiste, comme chacun sait, au sens strict du terme. On trouve cependant dans votre article :

1° Un essai indirect pour pousser à droite, même dans mon cas, tout ce qui est critique du marxisme (voir ce qui précède).

2° L'affirmation par la méthode d'autorité, appuyée sur Marx et sur Hegel, que l'idéalisme (avec lequel on essaie, malgré mon livre, de me confondre) est une philosophie réactionnaire.

3° Le silence ou la dérision à propos de toute tradition révolutionnaire qui ne soit pas la marxiste. La Première Internationale et le mouvement bakouniniste, encore vivant parmi les masses de la C.N.T. espagnole et française, sont ignorés. Les révolutionnaires de 1905 dont l'expérience est au centre de mon livre sont totalement passés sous silence. Le syndicalisme révolutionnaire est raillé pendant que mes vrais arguments en sa faveur, appuyés sur ses conquêtes et sur l'évolution proprement réactionnaire du socialisme césarien, sont escamotés. Votre collaborateur écrit comme s'il ignorait que le marxisme n'inaugure pas plus la tradition révolutionnaire que l'idéologie allemande n'ouvre les temps de la philosophie. Alors que *L'Homme révolté*, tout en exaltant la tradition révolutionnaire non marxiste, ne nie pas l'importance et les acquisitions du marxisme, votre article, curieusement, est développé comme s'il n'y avait jamais eu que la tradition marxiste. Le travestissement qu'il fait de ma thèse est à cet égard significatif. En postulant, sans daigner s'expliquer, que le syndicalisme révolutionnaire ou ce qui lui ressemble ne peut être élevé à la dignité historique, il laisse croire, contrairement à vos anciennes positions qu'il n'y a pas de troisième solution et que nous n'avons pas d'autre issue que le statu quo ou le socialisme césarien; il pousse alors à conclure, justifiant ainsi ce qu'il y a de pire dans notre temps, que la vérité en histoire s'identifie au succès. Seul, pour finir, le marxisme sera révolutionnaire parce que seul, aujourd'hui, dans le mouvement révolutionnaire, il dispose d'une armée et d'une police.

Ces trois symptômes en tout cas m'autorisent à dire que votre article est conduit comme si le marxisme y était tenu pour un dogme implicite. Car s'il est possible de réfuter l'idéalisme au nom d'une philosophie, même relativiste, de l'histoire, il est déjà plus difficile d'en faire une théorie réactionnaire sans faire appel au matériel d'idées et de concepts qu'on trouve chez Marx. Et il est franchement impossible de dénier au socialisme non marxiste, et par exemple à la morale du risque historique qui est définie dans mon livre, toute efficacité et tout sérieux sans le faire au nom d'une nécessité historique qu'on ne trouve que chez Marx et ses disciples. Votre article, s'il pouvait enrichir quelque chose, renforcerait seulement la philosophie marxiste de l'histoire.

Mais en même temps cette philosophie n'est pas affirmée comme politique ouverte et j'en veux pour preuve deux symptômes d'embarras.

1° Le refus de discuter réellement les thèses sur Marx et sur Hegel et de prendre explicitement position à cet égard. Oui ou non, y a-t-il une prophétie marxiste, et est-elle aujourd'hui contredite par de nombreux faits ? Oui ou non, la *Phénoménologie de l'Esprit* autorise-t-elle une théorie du cynisme politique et par exemple, y a-t-il eu, oui ou non, des hégéliens de gauche, et ces derniers ont-ils influencé en ce sens le communisme du XX^e siècle ? Ces thèses, centrales dans mon livre, ne sont même pas effleurées dans votre article. Sur le premier point, par exemple, je n'ai pas dit que Marx avait tort dans sa méthode critique (j'en ai fait l'éloge au contraire), mais qu'une grande partie de ses prédictions s'était effondrée. C'était là ce qu'il fallait discuter. Votre article s'est borné à rapporter que je ne louais Marx que pour mieux l'accabler ^[20]. Laissons de côté cette trop méthodique surdité. Mais cette carence a le même sens que celle, totale, de mes critiques marxistes. Elle peut naturellement signifier qu'on tient en tel mépris l'intelligence, ou la compétence, de l'auteur dont on parle qu'on se refuse même à le discuter. Et c'est en effet l'air de supériorité que parfois, et à juste titre, je n'en doute pas, se donne votre critique. Mais alors pourquoi parler de cet auteur et de son livre ? A partir du moment où il en parle, la carence de votre collaborateur comme celle des marxistes oblige à penser que les thèses de Marx sont considérées comme intouchables. Or, elles ne peuvent point l'être car le marxisme lui aussi est une superstructure. Si l'on croit aux infrastructures comme, « de toute évidence », y croit votre revue, il faut bien admettre en effet que le marxisme, après un siècle de transformations accélérées dans notre économie, doit être périmé au moins en quelque endroit et peut donc relever, sans scandale, d'une critique comme la mienne. Ne pas l'admettre revient à nier les infrastructures et à se retrouver idéaliste. Le matérialisme historique, par sa logique même, doit se dépasser ou se contredire, se corriger ou se démentir. Quiconque en tout cas le traite avec sérieux doit le critiquer, et d'abord les marxistes. Il faut donc, par nécessité, si on en traite, le discuter, et votre article ne le discute pas. Comme je ne puis conclure que votre collaborateur traite avec frivolité une doctrine dont il fait constamment son fruit, je me bornerai à noter son embarras qui me paraît au demeurant redoubler dès qu'il s'agit des implications politiques de sa thèse.

2° Je dis textuellement que Marx a mêlé dans sa doctrine « la méthode critique la plus valable et le messianisme utopique le plus contestable ». Il fait silence en effet sur tout ce qui, dans mon livre, touche aux malheurs et aux implications proprement politiques du socialisme autoritaire. En face d'un ouvrage qui, malgré son irréalisme, étudie en détail les rapports entre la révolution du XX^e siècle et la terreur, votre article ne contient pas un mot sur ce problème et se réfugie à son tour dans la pudeur. Une seule phrase, à la fin, suggère que l'authenticité de la révolte est exposée en permanence à de redoutables mystifications. Ceci concerne tout le monde et personne, et me paraît coupablement entaché de cette vaine mélancolie que votre article, avec Hegel, impute aux belles âmes. Il me paraît difficile en tout cas, si l'on est d'avis que le socialisme autoritaire est l'expérience révolutionnaire principale de notre temps, de ne pas se mettre en règle avec la terreur qu'il suppose, aujourd'hui précisément, et, par exemple, toujours pour rester dans la réalité, avec le fait concentrationnaire. Aucune critique de mon livre, qu'elle soit pour ou contre, ne peut laisser ce problème de côté ^[21]. Je sais sans doute que le rappel de certaines réalités vraiment trop temporelles cause toujours quelque impatience aux serviteurs de l'histoire. Mais enfin, outre que cette impatience, si douloureuse soit-elle, ne peut être mise en balance avec la souffrance, indubitablement historique, celle-là, de millions d'hommes, je trouverais normal, et presque courageux, qu'abordant franchement le problème vous justifiiez l'existence de ces camps. Ce qui est anormal et trahit de l'embarras, c'est que vous n'en parliez point en parlant de mon livre, quitte à m'accuser de ne pas me placer au cœur des choses.

À comparer ces deux séries de symptômes on peut juger en tout cas que mon interprétation a pour elle la vraisemblance : votre article semble dire oui à une doctrine et faire silence sur la politique qu'elle entraîne. Il faut voir seulement que cette contradiction de fait traduit une antinomie plus profonde qu'il me reste à décrire et qui oppose votre collaborateur à ses propres principes.

Il me semble déjà que ce dernier permet de comprendre ce conflit lorsqu'il nous parle de nos yeux « incorrigiblement bourgeois ». Le pluriel ici est sans doute de trop, mais l'adverbe est significatif. Il y a du repentir en effet dans le cas de ces intellectuels bourgeois qui veulent expier leurs origines, fût-ce au prix de la contradiction et d'une violence faite à leur intelligence. Dans le cas qui nous occupe par exemple, c'est le bourgeois qui est marxiste, alors que l'intellectuel défend une philosophie qui ne peut se concilier avec le marxisme. Et ce n'est pas sa doctrine propre que l'auteur de cet article singulier défend (elle peut se défendre par des moyens décents et par le seul exercice de l'intelligence), c'est le point de vue et les passions du bourgeois repentir. Peut-être cela est-il à certains égards pathétique. Mais je ne cherche ici ni à expliquer, ni à juger; je ne m'intéresse qu'à décrire une contradiction, latente dans votre article, et avouée ainsi au détour d'une phrase. Il faut bien dire qu'elle est ici essentielle. Comment ne le serait-elle pas en effet puisqu'on ne saurait être vraiment marxiste à partir de vos propres principes ? Et si on ne l'est pas, comment condamner mon livre absolument ? Pour affirmer la thèse qu'il se borne à utiliser, votre critique devrait réfuter d'abord les livres de la plupart de vos collaborateurs et ensuite certains éditoriaux de votre revue. Pour légitimer la position qu'il prend en face de mon livre, il lui faudrait démontrer, contre tous *Les Temps modernes*, que l'histoire a un sens nécessaire et une fin, que le visage affreux et désordonné qu'elle nous montre n'est qu'un leurre et qu'au contraire, elle progresse inévitablement, quoique avec des hauts et des bas, vers ce moment de réconciliation où nous pourrions sauter dans la liberté définitive. Même s'il déclarait n'admettre qu'une partie du marxisme et en rejeter une autre, la seule qu'il puisse élire sans contredire vos postulats est le marxisme critique, non le prophétique. Mais il reconnaîtrait alors le bien-fondé de ma thèse et démentirait son article. Seuls les principes du marxisme prophétique (avec ceux d'une philosophie de l'éternité), peuvent en effet autoriser le rejet pur et simple de ma thèse. Mais peut-on sans contradiction les affirmer nettement dans votre revue ? Car après tout, si l'homme n'a pas de fin qu'on puisse élire en règle de valeur, comment l'histoire aurait-elle un sens dès maintenant perceptible ? Si elle en a un, pourquoi l'homme n'en ferait-il pas sa fin ? Et s'il le fait, comment serait-il dans la terrible et incessante liberté dont vous parlez ? Ces objections, qui pourraient être développées, sont à mon sens considérables. Elles ne le sont pas moins, sans doute, aux yeux de votre critique puisqu'il élude totalement la seule discussion qui aurait dû intéresser *Les Temps modernes* : celle qui concerne la fin de l'histoire. *L'Homme révolté* tente de montrer en effet que les sacrifices exigés, hier et aujourd'hui, par la révolution marxiste ne peuvent se justifier qu'en considération d'une fin heureuse de l'histoire et qu'en même temps la dialectique hégélienne et marxiste, dont on ne peut arrêter le mouvement que de façon arbitraire, exclut cette fin. Sur ce point, pourtant longuement développé dans mon livre, votre rédacteur ne dit mot. Mais c'est que l'existentialisme dont il fait profession serait menacé dans ses fondements mêmes s'il admettait l'idée d'une fin prévisible de l'histoire. Pour se concilier le marxisme, il lui faudrait à la limite démontrer cette difficile proposition : l'histoire n'a pas de fin, mais elle a un sens qui, cependant, ne lui est pas transcendant. Cette conciliation périlleuse est peut-être possible et je ne demande qu'à la lire. Mais tant qu'elle n'aura pas été établie et tant que vous accepterez la contradiction dont témoigne votre article, vous n'échapperez pas à des conséquences qui me paraissent à la fois frivoles et cruelles. Libérer l'homme de toute entrave pour ensuite l'encager pratiquement dans une nécessité historique revient en effet à lui enlever d'abord ses raisons de lutter pour enfin le jeter à n'importe quel parti, pourvu que celui-ci n'ait d'autre règle que l'efficacité. C'est alors passer, selon la loi du nihilisme, de l'extrême liberté à l'extrême nécessité; ce n'est rien d'autre, que se vouer à fabriquer des esclaves. Quand par exemple, votre rédacteur fait semblant, après l'avoir longuement dévalorisée, de concéder quelque chose à la révolte, quand il écrit : « Maintenu vive au cœur d'un projet révolutionnaire, la révolte peut sans doute contribuer à la santé de l'entreprise », je peux m'étonner de me voir opposer cette belle pensée alors que j'ai écrit textuellement : « L'esprit révolutionnaire en Europe peut aussi, pour la première et la dernière fois, réfléchir sur ses principes, se demander quelle est la déviation qui l'égare dans la terreur et dans la guerre et retrouver, avec les raisons de sa révolte, sa fidélité. » Mais aussi bien l'accord n'est qu'apparent. La vérité est que votre collaborateur voudrait qu'on se révoltât contre toute chose, sauf contre le parti et l'État communistes. Il est en effet pour la révolte, et comment ne le serait-il pas dans la condition que sa philosophie lui décrit ? Mais il est tenté par la révolte qui prend la forme historique la plus despotique, et comment ferait-il autrement puisque pour le moment cette philosophie ne donne ni forme, ni nom à cette farouche indépendance. S'il veut se révolter, il ne peut le faire au nom de cette nature humaine que vous niez; il le fera donc, théoriquement, au nom de l'histoire, à la condition, puisqu'on ne peut s'insurger au nom de rien, qu'il s'agisse d'une histoire tout entière significative. Mais l'histoire, seule raison et seule règle, serait alors divinisée, et c'est l'abdication de la révolte devant ceux qui prétendent être les prêtres et l'Église de ce dieu. Ce serait aussi la négation de la liberté et de l'aventure existentielles. Tant que vous n'aurez pas éclairé ou démenti cette contradiction, défini votre conception de l'histoire, colonisé ou proscrit le marxisme, comment donc ne serions-nous pas fondés à dire que vous ne sortez pas, quoi que vous en ayez, du nihilisme ?

Et ce nihilisme, malgré les ironies de votre article, est aussi celui de l'inefficacité. Une attitude semblable cumule les deux sortes de nihilisme, celui de l'efficacité à tout prix et celui de l'abstention pratique. Elle revient à choisir contre la réalité un dogme réaliste auquel on se réfère constamment sans y adhérer réellement. Ce n'est pas pour rien que votre article ne peut aborder de face la réalité d'un texte et s'oblige, pour le critiquer, à lui en substituer un autre. Ce n'est pas pour rien qu'en face d'un livre qui se préoccupe tout entier de la situation politique dans l'Europe de 1950, votre article ne fait aucune allusion aux questions de l'heure. C'est qu'à y faire allusion, il

faudrait se prononcer et que, s'il n'est pas difficile, pour votre rédacteur, de choisir contre le racisme et le colonialisme, sa contradiction l'empêche de se prononcer nettement en ce qui concerne le stalinisme. Ainsi, lui qui rend le choix inévitable ne choisit rien, sinon une attitude de pure négativité. S'il choisit, en tout cas, il ne le dit pas, ce qui n'est pas choisir. Il semble dire qu'on ne peut être que communiste ou bourgeois et dans le même temps, sans doute pour ne rien perdre de l'histoire de son temps, il choisit d'être les deux. Il condamne, comme communiste, mais il travestit, comme bourgeois. Mais on ne peut être communiste sans avoir honte d'être bourgeois, et inversement; à tenter d'être les deux, on cumule seulement deux sortes de gêne. C'est ainsi que l'auteur de votre article fait état d'un double embarras, l'un que lui causent ses yeux bourgeois, l'autre qui lui fait passer sous silence sa vraie pensée et l'oblige par conséquent à fausser la pensée des autres. On obtient ainsi, au lieu de doctrine et d'action, un curieux complexe où se mêlent repentir et suffisance. Si épuisant que soit ce double effort, je ne puis croire qu'il puisse jamais prétendre à s'insérer dans la réalité, sinon sous la forme d'une soumission. Il n'autorise personne en tout cas à se poser en professeur d'énergie, à juger de haut ceux qui refusent le culte de l'efficacité pour elle-même, ni surtout à parler au nom des travailleurs et des opprimés. Et s'il est possible, certainement, de comprendre ce complexe, on ne peut pas, malgré tout, lui donner d'autre nom que le sien : une abstention, quoique privée de la modestie qui devrait l'accompagner et qui rend fécondes certaines abstentions.

Incapable de choisir entre la relative liberté et la nécessité de l'histoire, il faut craindre pour finir, qu'une telle attitude n'amène seulement à penser dans le sens de la liberté et à voter dans celui de la nécessité, quitte à nous présenter ces belles accordailles comme un engagement viril. Mais on perd tout à vouloir tout gagner. Et votre critique, par exemple, qui m'accuse sans preuves (et même contre les preuves) de ne vouloir rien faire ou rien entreprendre, se voue à une autre sorte de folie qui enseigne à ne rien faire par le moyen de tout entreprendre. Criant que les autres se perdent dans les nuages, il vole ainsi entre ciel et terre, sans regarder à ses pieds où toutes les polices travaillent. Ignore-t-il vraiment que les polices travaillent ? Je ne veux même pas le savoir. Bien que je commence à être un peu fatigué de me voir, et de voir surtout de vieux militants qui n'ont jamais rien refusé des luttes de leur temps, recevoir sans trêve leurs leçons d'efficacité de la part de censeurs qui n'ont jamais placé que leur fauteuil dans le sens de l'histoire, je n'insisterai pas sur la sorte de complicité objective que suppose à son tour une attitude semblable. Car c'est ici que je risquerais, au nom même de ce tourment que votre article m'attribue en prime de consolation et dont j'aurais aimé que vous me fissiez grâce en pareille occasion, au nom même de cette misère qui suscite des milliers d'avocats et jamais un seul frère, de cette justice qui a aussi ses pharisiens, de ces peuples cyniquement utilisés pour les besoins de la guerre et de la puissance, de ces victimes échangées par leurs bourreaux et doublement trompées, au nom enfin de tous ceux pour qui l'histoire est une croix avant d'être un sujet de thèse, oui, c'est ici que je risquerais de prendre un autre langage.

Mais à quoi bon ? Bien que votre article ait voulu l'ignorer, nous sommes tous dans le risque et la peine, à la recherche de nos vérités. C'est pourquoi je ne prendrai pas aussi légèrement que vous le ton de la condamnation et, me bornant à vous signaler une contradiction, je ne préjugerai pas de la solution que vous pourrez lui donner. Quant à moi, qui n'ai sans doute rien de définitif à proposer, il me semble parfois apercevoir à la fois ce qui, de ce vieux monde, doit mourir, à l'est comme à l'ouest, dans les doctrines comme dans l'histoire, et ce qui doit survivre. J'ai alors la certitude que notre unique tâche devrait être de défendre cette chance fragile. Mon livre n'avait peut-être pas d'autre sens, et certainement cette lettre n'a que ce sens. Si votre article avait été seulement frivole et son ton seulement inamical, je me serais tu. Si au contraire il m'avait sévèrement critiqué, mais avec droiture, je l'eusse accepté comme je l'ai toujours fait. Mais pour des raisons de confort intellectuel et croyant qu'il en serait quitte pour ne pas me faire justice, son auteur a fait mine de se tromper sur ce qu'il lisait et de ne pas voir celui des visages de notre histoire que j'ai essayé de retracer. Par malheur, ce n'est pas à moi qu'alors il n'a pas fait justice, mais à nos raisons de vivre et de lutter, et au légitime espoir que nous avons de dépasser nos contradictions. Dès lors le silence n'était plus possible. Car nous ne dépasserons rien, en nous et dans notre temps, si nous supportons, si peu que ce soit, d'oublier nos contradictions, d'utiliser dans les combats de l'intelligence des arguments et une méthode dont nous n'acceptons pas d'autre part les justifications philosophiques, si nous consentons à libérer théoriquement l'individu tout en admettant pratiquement que l'homme puisse être dans certaines conditions asservi, si nous souffrons de railler tout ce qui fait la fécondité et l'avenir de la révolte au nom de tout ce qui, en elle, aspire à la soumission, si enfin nous croyons pouvoir refuser tout choix politique sans cesser de justifier que, parmi les victimes, certaines soient citées à l'ordre de l'histoire et d'autres exilées dans un oubli sans âge. Ces adroites distinctions, pour finir, accablent la misère qu'à grand fracas on prétendait servir. Nous ne combattons pas, soyez-en sûr, les maîtres insolents de notre temps en distinguant entre leurs esclaves. Que serait-ce d'autre que de distinguer du même coup entre les maîtres et se résigner à une préférence qui devrait alors être reconnue ouvertement ? La belle méthode que j'ai essayé de décrire ici mène dans tous les cas à ces conséquences que vous pourrez sans doute refuser comme vous l'avez fait jusqu'à présent, mais à la seule condition, et ceci résume ma lettre, de renoncer ouvertement à la méthode elle-même et à ses vains avantages.

ACTUELLES II. Chroniques 1948-1953.

CRÉATION ET LIBERTÉ

[Retour à la table des matières](#)

DÉFENSE DE LA LIBERTÉ ^[22]

[Retour à la table des matières](#)

Invité récemment à écrire dans une brochure consacrée à Henri Martin, et dont on m'annonçait qu'elle était préparée, en particulier, par les rédacteurs des *Temps modernes*, j'ai refusé. Ma raison est simple : c'est compromettre désormais les valeurs de liberté, entre autres valeurs, que de les défendre auprès des *Temps modernes* et de ceux qui les approuvent. Dans le seul cas où une vie est en jeu (comme dans le cas des époux Rosenberg, dont tous, sans exception, doivent demander la grâce) il est indifférent d'accepter toutes les confusions. Pour le reste, nous avons besoin de clarté, et Henri Martin, plus que nous tous, qui paie chaque équivoque de jours de prison supplémentaires.

Au contraire, si l'on essaie de jeter un peu de clarté sur l'affaire de ce dernier, en écartant les malentendus et les ambiguïtés dont elle est recouverte, il devient possible de prendre une position. La mienne, que je voudrais motiver ici, pour autant qu'on me le demande, est qu'il est nécessaire de libérer Henri Martin.

On a d'abord confondu dans la presse, et souvent volontairement, l'inculpation de sabotage dont Henri Martin a pourtant été déchargé et celle de distribution de tracts à l'intérieur d'une enceinte militaire, dont il a été, au contraire, convaincu. Cette dernière affaire aurait pu être réglée dans l'armée de mer elle-même, par voie disciplinaire, comme cela s'est déjà vu. Mais la peine eût été beaucoup plus légère que celle infligée à l'inculpé.

Quelques semaines ou quelques mois d'arrêt de forteresse eussent suffi à sanctionner une infraction sérieuse à cette loi militaire qu'Henri Martin acceptait de son plein gré en s'engageant dans la Marine. Au lieu de quoi, un tribunal d'officiers prononça une peine considérable et démontra ainsi qu'il ne sanctionnait pas seulement un manquement à la loi de l'armée mais, plus généralement, la nature de la propagande répandue par ces tracts, c'est-à-dire l'opposition à la guerre d'Indochine.

On tombait ainsi sous le coup d'une objection difficilement réfutable. Car, dans ce cas, tous ceux qui, dans des journaux forcément lus par des soldats, disent ce qu'ils voient, que la guerre d'Indochine est une impasse, qu'elle coûte très cher en sang et en douleurs, qu'elle est un lourd fardeau pour le budget du pays et aussi pour sa conscience, et qu'il est souhaitable de chercher au moins les moyens d'y mettre fin, devraient aussi prendre le chemin des prisons. La seule chose qui les distingue d'Henri Martin est qu'ils ne sont pas militaires. Mais, à partir du moment où l'on ne sanctionne pas seulement l'infraction d'Henri Martin à la loi militaire, on identifie son cas à celui des opposants à la guerre d'Indochine. Et si on le distingue pourtant en le condamnant si lourdement, on donne alors à penser que sa qualité de communiste constitue, dans son cas, une circonstance aggravante.

Il vaudrait donc mieux dire, si l'on tient à le garder en prison, qu'on l'y garde parce qu'il est communiste. Il resterait seulement à justifier cette décision et ensuite à construire, à défaut des logements dont nous avons besoin, les milliers de prisons nécessaires pour contenir plusieurs millions d'électeurs communistes. Personnellement, quoique fermement opposé à la doctrine et à la pratique du communisme stalinien, je crois que cette justification est impossible et qu'il faut au contraire faire bénéficier les communistes des libertés démocratiques dans toute la mesure où les autres citoyens en bénéficient.

Bien entendu, je ne me fais aucune illusion sur le goût des dirigeants communistes pour les libertés démocratiques dès qu'il s'agit de leurs adversaires. J'estime seulement que les incessants procès staliniens, par exemple, et ces repoussantes séances où une femme et un fils viennent demander le pire châtement pour leur mari ou leur père, constituent la plus grande faiblesse des régimes dits « populaires ».

Et je crois que les vrais libéraux ne gagneront rien à abdiquer leur plus grande force, celle qui a déjà fait reculer en Occident, auprès des individus et des collectivités, les entreprises de colonisation stalinienne : la force de l'équité et le prestige de la liberté. Une démocratie en tout cas, ne peut, sans se contredire, réduire une doctrine par les tribunaux, mais seulement la combattre sans faiblesse tout en lui assurant la liberté d'expression.

Une police, à moins de généraliser la terreur, n'a jamais pu résoudre les problèmes posés par une opposition. Ce n'est pas par la répression qu'on répondra aux questions posées par les peuples colonisés, la politique des taudis et l'injustice sociale. La démocratie, si elle est conséquente, ne peut bénéficier des avantages du totalitarisme. Tout ce qu'elle peut s'efforcer de faire, c'est d'opposer à l'injustice appuyée sur la force, la force fondée sur la justice. Elle doit donc, ou bien accepter son handicap, reconnaître ses tares considérables et entreprendre alors les réformes qui feront sa véritable force, ou bien renoncer à elle-même pour devenir totalitaire (et dans ce cas au nom de quoi combattrait-elle le totalitarisme ?).

Ce principe vaut pour Henri Martin. L'acte qui lui est reproché est en lui-même un acte d'opposition politique, commis dans des circonstances particulières. La peine disproportionnée dont il a été frappé ne vise pas seulement ces circonstances. Elle est ostensiblement injuste. La simple équité et la règle de la démocratie (jusqu'à ce qu'on y renonce, mais alors il faut le dire) demande qu'il soit libéré sans tarder.

On m'assure que le gouvernement ne voudra rien faire pour Henri Martin tant que durera la campagne communiste qui, elle, se refuse à cesser tant que le gouvernement ne fera rien. On est décidé des deux côtés à ne pas perdre la face. Le monde entier, on le voit, refuse aujourd'hui de perdre la face. Pourtant elle n'est pas si belle, selon moi, qu'il faille la conserver à tout prix. Mais non, ils y tiennent, c'est un fait. C'est pourquoi il revient à ceux qui sont moins ombrageux quant à leur mine de rappeler que ces beaux défis se font autour d'une cellule de prisonnier.

La prison aujourd'hui ne paraît rien. On en a vu d'autres, évidemment, et après tant de crimes équitablement partagés par les dictatures progressistes ou réactionnaires, les onze condamnés qu'on a exécutés à Prague avant d'aller à Vienne parler un peu de paix, jettent aujourd'hui encore une ombre sinistre sur tout le reste. Il n'empêche pourtant que, malgré les millions de morts et de suppliciés dont s'est honorée et s'honore encore l'Europe, cinq ans de la vie d'un homme gardent toujours le même prix démesuré. Il reste que la prison est un supplice quotidien que personne n'est en droit d'infliger à un être vivant au seul nom d'une opinion ou d'une conception du monde. Il n'importe pas que la libération d'Henri Martin soit utilisée si elle est juste. Une équité sûre d'elle-même est assez généreuse pour accepter tranquillement d'être utilisée, défiant par là toute utilisation. Ce ne sont pas les ennemis de la liberté, ni ses démissionnaires, mais ce sont ses vrais défenseurs, ceux qui justement ne consentiront jamais, même pour l'amour d'un beau raisonnement, à distinguer doctoralement entre les antisémitismes ou à excuser la répugnante mise en scène des procès d'aveux, qui doivent, au nom même de ce qu'ils défendent contre l'esprit totalitaire, demander la libération d'Henri Martin au gouvernement français.

L'ESPAGNE ET LA CULTURE ^[23] (30 novembre 1952)

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons à célébrer aujourd'hui une nouvelle et réconfortante victoire de la démocratie. Mais c'est une victoire qu'elle a remportée sur elle-même et sur ses propres principes L'Espagne de Franco est introduite à la sauvette dans le temple bien chauffé de la culture et de l'éducation pendant que l'Espagne de Cervantès et d'Unamuno est une fois de plus jetée à la rue. Quand on sait qu'à Madrid le ministre actuel de l'Information, collaborateur désormais direct de l'U.N.E.S.C.O., est celui-là même qui fit la propagande des nazis pendant le règne de Hitler, quand on sait que le gouvernement qui vient de décorer le poète chrétien Paul Claudel est celui-là même qui décora de l'ordre des Flèches Rouges Himmler, organisateur des crématoires, on est fondé à dire, en effet, que ce n'est pas Calderon ni Lope de Vega que les démocraties viennent d'accueillir dans leur société d'éducateurs mais Joseph Goebbels. Sept ans après la fin de la guerre, ce superbe reniement devrait valoir nos félicitations au gouvernement de M. Pinay. Ce n'est pas à lui, en effet, qu'on pourra reprocher de s'embarrasser de scrupules quand il s'agit de haute politique. Tout le monde croyait jusqu'ici que le sort de l'histoire dépendait un peu de la lutte des éducateurs contre les bourreaux. Mais on n'avait pas pensé qu'il suffisait, en somme, de nommer officiellement les bourreaux éducateurs. Le gouvernement de M. Pinay y a pensé.

Bien sûr, l'opération est un peu gênante et il a fallu la faire à toute allure. Mais quoi, l'école est une chose, le marché en est une autre ! Dans cette histoire, à vrai dire, c'est un peu le marché d'esclaves. On échange les victimes de la Phalange contre les sujets des colonies. Quant à la culture, ce sera pour plus tard. Du reste ce n'est pas l'affaire des gouvernements. Les artistes font la culture, les gouvernements la contrôlent ensuite et à l'occasion suppriment les artistes pour mieux la contrôler. Un jour vient enfin où une poignée de militaires et d'industriels peut dire « nous » en parlant de Molière et de Voltaire ou imprimer en les défigurant les œuvres du poète qu'ils ont préalablement fusillé. Ce jour-là, qui est celui où nous sommes, devrait nous inspirer au moins une pensée de compassion pour le pauvre Hitler. Au lieu de se tuer par excès de romantisme, il lui eût suffi d'imiter son ami Franco et de patienter. Il serait aujourd'hui délégué de l'U.N.E.S.C.O. à l'éducation du Haut-Niger, et Mussolini lui-même contribuerait à élever le niveau culturel de ces petits Ethiopiens dont il massacra un peu les pères, il n'y a pas si longtemps. Alors, dans une Europe enfin réconciliée, on assisterait au triomphe définitif de la culture, à l'occasion d'un immense banquet de généraux et de maréchaux servis par une escouade de ministres démocrates, mais résolument réalistes.

Le mot dégoût serait ici un mot bien faible. Mais il me paraît désormais inutile de dire une fois de plus notre indignation. Puisque nos gouvernants sont assez intelligents et réalistes pour se passer d'honneur et de culture, ne cédon rien au sentiment et tachons au contraire d'être réalistes. Puisque c'est la considération objective de la situation historique qui porte Franco à l'U.N.E.S.C.O., huit ans après que la puissance des dictatures s'est écroulée dans les ruines de Berlin, soyons donc objectifs et raisonnons froidement sur les arguments qu'on nous présente pour justifier le maintien de Franco.

Le premier argument touche au principe de non-intervention. On peut le résumer ainsi : les affaires intérieures d'un pays ne regardent que ce pays. Autrement dit, un bon démocrate reste toujours chez lui. Ce principe est inattaquable. Il a des inconvénients sans doute. L'arrivée au pouvoir de Hitler ne concernait que l'Allemagne, et les premiers concentrationnaires, juifs ou communistes, étaient Allemands en effet. Mais, huit ans après, Buchenwald, capitale de la douleur, était une ville européenne. Il n'empêche, le principe est le principe, le voisin est maître chez lui. Admettons-le donc et reconnaissons que notre voisin de palier peut parfaitement battre sa femme et faire boire du calvados à ses enfants. Il y a bien dans notre société un petit correctif. Si le voisin exagère, on lui enlèvera ses enfants et on les confiera à une œuvre d'utilité publique. Franco, lui, peut exagérer. Mais supposons encore que le voisin puisse se payer sans limites sur la bête domestique. Vous n'y pouvez rien, c'est entendu. La correction qu'il mérite, vous l'avez au bout des doigts, mais vous mettez vos mains

dans vos poches parce que ce ne sont pas vos affaires. Seulement, si ce voisin est en même temps marchandant, vous n'êtes pas forcé de vous servir chez lui. Rien ne vous oblige non plus à le ravitailler, à lui prêter de l'argent, ni à dîner avec lui. Vous pouvez, en somme, sans intervenir dans ses affaires, lui tourner le dos. Et si même assez de gens dans le quartier le traitent ainsi, il aura l'occasion de réfléchir, de voir où sont ses intérêts, et une chance au moins de changer la conception qu'il a de l'amour familial. Sans compter que cette quarantaine peut donner un argument à sa femme. Ce serait là, n'en doutons pas, la véritable non-intervention. Mais à partir du moment où vous dînez avec lui, où vous lui prêtez de l'argent, vous lui donnez les moyens, et la bonne conscience, nécessaires pour continuer, et vous pratiquez cette fois une véritable intervention, mais contre les victimes. Et quand, enfin, vous collez subrepticement l'étiquette « vitamines » sur la bouteille de calvados dont il reconforte ses enfants, quand surtout vous décidez aux yeux du monde de lui confier l'éducation des vôtres, alors vous voilà plus criminel que lui pour finir, et deux fois criminel puisque vous encouragez le crime et que vous l'appellez vertu.

Ici intervient un second argument qui consiste à dire qu'on aide Franco, malgré ses inconvénients, parce qu'il s'oppose au communisme. Il s'y oppose d'abord chez lui. Il s'y oppose ensuite en fournissant les bases nécessaires à la stratégie de la prochaine guerre. Là encore ne nous demandons pas si ce raisonnement est glorieux, demandons-nous s'il est intelligent.

Remarquons d'abord qu'il contredit absolument le raisonnement précédent. On ne peut être pour la non-intervention et vouloir empêcher un parti, quel qu'il soit, de triompher dans un pays qui n'est pas le vôtre. Mais cette contradiction n'effraie personne. C'est que personne n'a jamais cru réellement, sauf peut-être Ponce Pilate, à la non-intervention en politique étrangère. Soyons donc sérieux, supposons qu'on puisse imaginer une seule seconde de s'allier avec Franco pour conserver nos libertés et demandons-nous en quoi il pourra aider les stratèges atlantiques dans leur lutte contre les stratèges orientaux. C'est d'abord une expérience constante dans l'Europe contemporaine que le maintien d'un régime totalitaire signifie à plus ou moins brève échéance le renforcement du communisme. C'est dans les pays où la liberté est une pratique nationale en même temps qu'une doctrine que le communisme ne prospère pas. Rien ne lui est plus facile au contraire, l'exemple des pays d'Europe orientale le prouve, que de mettre ses pas dans ceux du fascisme. C'est certainement en Espagne que le communisme a le moins de chances parce qu'il a devant lui une véritable gauche populaire et libertaire, et le caractère espagnol tout entier. Aux dernières élections libres en Espagne, en 1936, les communistes n'obtinrent que 15 sièges sur 443 aux Cortès. Et il est bien vrai qu'il ne faudra pas moins que la conjuration de la sottise internationale pour faire un marxiste conséquent d'un Espagnol. Mais à supposer encore, ce qui est absurde, que le régime de Franco soit le seul rempart devant le communisme, et puisque nous en sommes au réalisme, que penser d'une politique qui, voulant affaiblir le communisme sur un point, le renforcerait sur dix autres ? Car rien ne pourra jamais empêcher que pour des millions d'hommes en Europe, l'affaire d'Espagne, comme l'antisémitisme, comme les camps de concentration ou la technique des procès d'aveux, constitue un test qui permet de juger la sincérité d'une politique démocratique. Et le maintien systématique de Franco empêchera toujours ces hommes de croire à la sincérité des gouvernements démocratiques lorsqu'ils prétendent représenter la liberté et la justice. Ces hommes ne pourront jamais consentir à défendre la liberté aux côtés des assassins de toute liberté. Une politique qui met tant d'hommes libres dans cette impasse peut-elle s'appeler une politique réaliste ? Elle est seulement une politique criminelle puisque, consolidant le crime, elle ne tend qu'à désespérer tous ceux, Espagnols et autres, qui refusent le crime, d'où qu'il vienne.

Quant à la valeur purement stratégique de l'Espagne, je n'ai pas qualité pour en parler, étant un éternel débutant dans l'art militaire. Mais je ne donnerai pas cher de la plate-forme ibérique le jour où les parlements français et italien compteront quelques centaines de députés communistes nouveaux. Pour avoir voulu arrêter le communisme en Espagne par des moyens indignes, on donnera une chance sérieuse à la communisation de l'Europe, et si elle s'accomplit, l'Espagne sera communisée par-dessus le marché et de cette plateforme stratégique partiront alors des arguments qui convaincront enfin les penseurs de Washington. « Nous ferons donc la guerre », diront ces derniers. Sans doute, et peut-être même vaincra-t-ils. Mais je pense à Goya et à ses cadavres mutilés. Savez-vous ce qu'il dit ? « *Grande hazana, con muertos* », « grande prouesse, contre des morts ».

Ce sont là pourtant les misérables arguments qui justifient aujourd'hui le scandale qui nous a réunis. Je n'ai pas voulu faire mine de croire, en effet, qu'il pouvait s'agir de considérations culturelles. Il ne s'agit que d'un marchandage derrière le paravent de la culture. Mais même en tant que marchandage, il ne peut se justifier. Peut-être enrichira-t-il pour finir quelques marchands de primeurs, mais il ne sert aucun pays et aucune cause, il dessert seulement les quelques raisons que les hommes d'Europe peuvent encore avoir de lutter. Voilà pourquoi il ne saurait y avoir pour un intellectuel deux attitudes lorsque Franco est reçu à l'U.N.E.S.C.O. Et ce n'est pas suffisant de dire que nous refuserons toute collaboration avec une organisation qui accepte de couvrir une semblable opération. Chacun à notre place, désormais, nous la combattons de face, et fermement, afin de faire éclater au plus vite qu'elle n'est pas ce qu'elle prétend être et qu'au lieu d'une réunion d'intellectuels dévoués à la culture, elle est une association de gouvernements au service de n'importe quelle politique.

Oui, dès l'instant où Franco est entré à l'U.N.E.S.C.O., l'U.N.E.S.C.O. est sortie de la culture universelle, et c'est cela que nous devons dire. On nous objecte que l'U.N.E.S.C.O. est utile. Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports des bureaux et de la culture, mais soyons sûrs au moins que rien ne peut être utile de ce qui perpétue le mensonge où nous vivons. Si l'U.N.E.S.C.O. n'a pas été capable de préserver son indépendance il vaut mieux qu'elle disparaisse. Après tout, les sociétés de culture passent et la culture reste. Soyons sûrs au moins qu'elle ne disparaîtra pas parce qu'un organisme de haute politique sera dénoncé pour ce qu'il est. La vraie culture vit de vérité et meurt

de mensonge. Elle vit toujours d'ailleurs, loin des palais et des ascenseurs de l'U.N.E.S.C.O., loin des prisons de Madrid, sur les routes de l'exil. Elle a toujours sa société, la seule que je reconnaisse, celle des créateurs et des hommes libres qui, contre la cruauté des totalitaires et la lâcheté des démocraties bourgeoises, contre les procès de Prague et les exécutions de Barcelone reconnaît toutes les patries, mais n'en sert qu'une, la liberté. Et c'est dans cette société que nous recevrons, nous, l'Espagne de la liberté. Non pas en la faisant entrer par la porte de la buvette et en escamotant le débat, mais ouvertement, avec solennité, avec le respect et la tendresse que nous lui devons, l'admiration que nous portons à ses œuvres et à son âme, la gratitude enfin que nous nourrissons pour le grand pays qui nous a donné et nous donne encore nos plus hautes leçons.

LE TEMPS DE L'ESPOIR ^[24] (1953)

[Retour à la table des matières](#)

C'est un des paradoxes de ce temps sans mémoire qu'il me faille aujourd'hui présenter Alfred Rosmer alors que le contraire serait plus décent. À cet égard, il me suffira peut-être de dire que Rosmer, avec quelques autres qui refusèrent en 1914 la palinodie de la II^e Internationale, est un des rares militants qui, en quarante années de lutte, n'ait jamais perdu le respect et l'amitié de tous ceux qui savent combien rapidement s'effondrent, sous la pression des événements, les convictions les plus fermes. Syndicaliste avant la Première Guerre mondiale, indigné en 1914 par le reniement des chefs ouvriers de l'Occident, rallié à la révolution de 17, puis opposant à la réaction stalinienne et dévoué désormais à la longue et difficile renaissance du syndicalisme, Rosmer, dans des temps tortueux, a suivi une voie droite, à égale distance du désespoir qui finit par vouloir sa propre servitude et du découragement qui tolère la servitude d'autrui. C'est ainsi qu'il n'a rien renié de ce qu'il a toujours cru. On s'en apercevra en lisant *À Moscou au temps de Lénine*.

« Je dirai simplement : j'étais là, c'était ainsi. » Voilà le ton de ce témoignage qui risque de décevoir les amateurs de feuilletons historiques, Où était Rosmer ? En Russie, et principalement à Moscou et à Léninegrad, après la révolution d'octobre et avant la mort de Lénine. Temps superbes où le monde semblait recommencer, l'histoire commencer enfin sur les ruines d'un empire ! Même des hommes qui, à un autre bout du monde, souffraient toujours d'oppression, se crurent alors libérés et pensèrent toucher à ce que Liebknecht appelait les portes du ciel. Mais Rosmer témoigne de ce temps à sa manière, au jour le jour, sans aucun romantisme. Les révolutions se font aussi à coups de réunions, dans l'ingrat labeur des comités et des congrès. Rosmer assistait à quelques-uns de ces congrès historiques dont il parle ici comme s'il s'agissait de ces tranquilles assises où les techniciens d'une profession mettent en commun leurs connaissances. Une brochure paraît qui fait du bruit, pendant qu'il est à Moscou, et il la résume en indiquant seulement qu'il s'agit de *La Maladie infantile du Communisme* et que cette brochure de Lénine contient les germes d'une autre maladie qui, sous le nom de tactique, ou de manœuvre, fera ses ravages chez des militants moins armés que Lénine. De même, les assises dont il rend compte comme d'un événement quotidien sont celles du 3^e congrès de l'Internationale où Lénine, annonçant la N.E.P., déclare que le capitalisme d'État est l'antichambre du socialisme, et renverse peut-être par là le cours de l'histoire révolutionnaire, et de notre histoire. La guerre civile, la lutte de la révolution russe contre sa propre solitude, Cronstadt, le procès des socialistes révolutionnaires, la mort de Lénine et les testaments accusateurs qu'il laisse derrière lui sont les prodigieux événements que Rosmer relate ici sur le ton du rapport, avant de conclure par une condamnation, mesurée de ton mais définitive, de la dictature stalinienne. Pas une seule fois, le témoin n'élève la voix. Mais, peut-être, si ses convictions ont survécu à tant de déceptions, c'est qu'elles avaient cette tranquille constance qui n'a pas besoin de cris pour affirmer sa force. L'homme qui adhéra sans réserves à la grande expérience dont il parle dans ce livre, qui sut aussi reconnaître sa perversion, n'a jamais pris prétexte de l'échec pour condamner l'entreprise elle-même.

Le difficile en effet est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le nôtre : c'est par là que le livre de Rosmer est actuel. Il traite directement d'un phénomène historique, la naissance et la dégénérescence des révolutions, qui est au centre de nos réflexions. Ne sommes-nous pas en même temps fils d'une révolution décrépite et témoins d'une révolution sclérosée en dictature militaire et policière ? Mais, justement, pour bien réfléchir à ce problème, il ne faut pas être de ceux qui insultent la révolution elle-même et qui se hâtent de voir dans toute naissance un avortement. Pour tirer de la décadence des révolutions les leçons nécessaires, il faut en souffrir, non s'en réjouir. Rosmer ici parle de la naissance d'une révolution et l'amour actif qu'il parvient à nous faire partager, trente-six ans après l'événement, donne la mesure exacte du déchirement que supposent les dernières pages de son livre. Comment pourrait-il se réjouir de cet avortement ? S'il le dénonce, c'est moins pour ce qu'il est que pour ce qu'il empêche. On ne comprendra rien à ce qu'on appelle pompeusement le drame de la gauche européenne tant qu'on n'apercevra pas

clairement qu'une certaine classe d'hommes ne s'oppose pas au régime stalinien parce qu'il hérite d'une révolution où la propriété bourgeoise a été détruite, mais au contraire parce qu'il renforce, par ses folies, la société bourgeoise. Le jour où la libération du travailleur s'accompagne de beaux procès au cours desquels une femme présente à la barre ses enfants pour accabler leur père et appeler sur lui le châtement suprême, ce jour-là, l'égoïsme et la lâcheté, des classes marchandes risquent d'être oubliés et la société de l'argent ne se maintient plus par ses vertus disparues mais par les vices spectaculaires de la société révolutionnaire.

Et pourtant, c'est ici, malgré l'ampleur de la déception, que se trouve un principe de renaissance. À mon sens, ce n'est ni Kravchenko, bénéficiaire du régime stalinien, ni les ministres français, responsables d'une politique qui ensanglante la Tunisie, qui peuvent critiquer la dictature de Staline, mais Rosmer et ceux-là seulement qui lui ressemblent. La seule question qu'on puisse poser à la révolution, la révolte seule est fondée à la poser, comme la révolution est seule fondée à interroger la révolte. L'une est la limite de l'autre. Il était juste que Lénine donnât des leçons de réalisme aux terroristes solitaires. Mais il est indispensable que l'exemple des révoltés de 1905 soit sans cesse offert, par ceux qui leur restent fidèles, à la révolution du XX^e siècle et à son terrorisme d'État, non pour la nier, mais pour la rendre à nouveau, et contre elle-même, révolutionnaire. C'est ainsi que la plus grande déception de ce temps a chance, pour être douloureuse, de n'être pas stérile.

On le voit assez par l'exemple de Rosmer et de son livre. Des hommes comme lui ont su résister à l'effondrement de leur espoir et y résister deux fois, d'abord en refusant de s'abandonner, comme tant de révolutionnaires, au confort de la servitude dite provisoire, ensuite en refusant de désespérer de la force de révolte et de libération qui est à l'oeuvre en chacun de nous. Mais on voit, en somme, que s'ils n'ont cédé à aucun de ces entraînements, c'est que pour eux, formés dans la lutte prolétarienne, toujours au contact de la misère ouvrière, la révolution n'a jamais été ce qu'elle est pour tant de nos nihilistes, c'est-à-dire un but qui justifie tout et lui-même. Elle n'a été qu'un moyen, un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation. Seuls ceux qui voient la révolution comme un bien pur, mythique, un absolu de revanche, la transfiguration de tous leurs maux et le sommeil de leurs scrupules, sont rejetés par l'échec dans un désespoir qui mène à tous les reniements. Ceux-là, découragés par Thermidor, acclament Bonaparte couronné, ou rejettent l'héritage de 89 et, dans les deux cas, enterrent la liberté. Mais ceux pour qui la révolution n'est qu'un moyen savent qu'elle n'est pas ce bien pur qui ne peut être ni trahi ni jugé. Elle peut être trahie, et il faut le savoir, car elle tient aux hommes par ce qu'ils ont de plus grand et de plus bas. Elle peut être jugée, car elle n'est pas la valeur la plus haute et si elle en vient à humilier ce qui dans l'homme est au-dessus d'elle, elle doit être condamnée dans le temps où elle humilie. C'est le double mouvement, exemplaire à mon sens, qu'on trouvera dans ce livre où, du malheur de ce siècle, Rosmer a tiré la double décision d'exalter longuement ce qui est apparemment mort, et de dénoncer brièvement, mais avec force, ce qui survit.

Peut-être est-ce pour cela, et je finirai sur ce point, que j'ai mauvaise conscience les rares fois où je ne suis pas d'accord avec Rosmer - quand, par exemple, à force d'adhérer à l'époque dont il parle, il en justifie tout, et Cronstadt même. Mon premier mouvement est de trouver alors qu'il sous-estime le retentissement énorme qu'eut la dissolution, par les bolcheviks, de l'Assemblée constituante. Quelles que furent les justifications de cette mesure, elle a été le signe visible que l'arbitraire, légitimé jusque-là parce qu'il s'exerçait contre les anciens oppresseurs, pouvait se retourner contre les révolutionnaires mêmes. Mais mon deuxième mouvement, lisant Rosmer qui insiste sur les dangers courus par la jeune révolution, est d'hésiter. Quand on lit de pareils témoignages, quand on voit de quelles luttes et de quels sacrifices certaines vies furent remplies, on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance, et la douleur, de vivre au temps de l'espoir, prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre. L'expérience historique qui fut la nôtre est peut-être trop étrange, trop particulière, pour être généralisée. La guerre, et la résistance, ne nous ont rien appris que sur elles-mêmes, et peut-être sur nous. Elles ont suffi certainement à nous faire mesurer que l'abjection totalitaire était le pire des maux, et à nous donner la décision irréductible de la combattre partout où elle se trouve. Mais pour tout le reste, nous marchons dans les ténèbres. Il faut marcher sans doute et trouver nos raisons nous-mêmes, chaque fois que nous ne pouvons faire autrement. Qui niera cependant que nous devons sans cesse confronter ces raisons à l'expérience des autres et qu'à cet égard nous ayons besoin de guides et de témoins que nous ne puissions récuser. Pour ma part, et c'est le sens de cette préface, parmi tant de guides qui s'offrent généreusement, je préfère choisir ceux qui, comme Rosmer justement, ne songent pas à s'offrir, qui ne volent pas au secours du succès, et qui, refusant à la fois le déshonneur et la désertion, ont préservé pendant des années, dans la lutte de tous les jours, la chance fragile d'une renaissance. Oui, nos camarades de combat, nos aînés sont ceux-là dont on se rit parce qu'ils n'ont pas la force et sont apparemment seuls. Mais ils ne le sont pas. La servitude seule est solitaire, même lorsqu'elle se couvre de mille bouches pour applaudir la force. Ce que ceux-là au contraire ont maintenu, nous en vivons encore aujourd'hui. S'ils ne l'avaient pas maintenu, nous ne vivrions de rien.

LE PAIN ET LA LIBERTÉ [25]

[Retour à la table des matières](#)

Si on additionne les violations et les multiples exactions qui viennent d'être dénoncées devant nous, on peut envisager un temps où, dans une Europe de concentrationnaires, il n'y aura plus que des gardiens de prison en liberté, qui devront encore s'emprisonner les uns les autres. Quand il n'en restera plus qu'un, on le nommera gardien chef et ce sera la société parfaite où les problèmes de l'opposition, cauchemar des gouvernements du XX^e siècle, seront enfin, et définitivement, réglés.

Bien entendu, ce n'est qu'une prophétie et quoique, dans le monde entier, les gouvernements et les polices, avec beaucoup de bonne volonté, essaient d'arriver à cette heureuse conclusion, nous n'en sommes pas encore là. Chez nous, par exemple, dans l'Europe de l'Ouest, la liberté est officiellement bien vue. Simplement, elle me fait penser à ces cousines pauvres qu'on voit dans certaines familles bourgeoises. La cousine est devenue veuve, elle a perdu son protecteur naturel. Alors, on l'a recueillie, on lui a donné une chambre au cinquième et on l'accepte à la cuisine. On la montre parfois en ville, le dimanche, pour prouver qu'on a de la vertu et qu'on n'est pas chien. Mais pour tout le reste, et surtout dans les grandes occasions, elle est priée de la fermer. Et si même un policier distrait la viole un peu dans les coins, on n'en fait pas une histoire, elle en a vu d'autres, surtout avec le maître de maison, et après tout, ça ne vaut pas la peine de se mettre mal avec les autorités constituées. À l'Est, il faut bien dire qu'on est plus franc. On a réglé son affaire à la cousine une fois pour toutes et on l'a flanquée dans un placard, avec deux bons verrous. Il paraît qu'on la ressortira dans un demi-siècle, à peu près, quand la société idéale aura été définitivement instaurée. On fera des fêtes en son honneur à ce moment-là. Mais à mon avis elle risque d'être alors un peu mangée des mites et j'ai bien peur qu'on ne puisse plus s'en servir. Quand on ajoutera que ces deux conceptions de la liberté, celle du placard et celle de la cuisine, ont décidé de s'imposer l'une à l'autre, et sont obligées dans tout ce remue-ménage de réduire encore les mouvements de la cousine, on comprendra sans peine que notre histoire soit plus celle de la servitude que de la liberté, et que le monde où nous vivons soit celui qu'on vient de vous dire, qui nous saute du journal aux yeux tous les matins pour faire de nos jours et de nos semaines un seul jour de révolte et de dégoût.

Le plus simple, et donc le plus tentant, est d'accuser les gouvernements, ou quelques puissances obscures, de ces vilaines manières. Il est bien vrai d'ailleurs qu'ils sont coupables, et d'une culpabilité si dense et si longue qu'on n'en voit même plus l'origine. Mais ils ne sont pas les seuls responsables. Après tout, si la liberté n'avait jamais eu que les gouvernements pour surveiller sa croissance, il est probable qu'elle serait encore en enfance, ou définitivement enterrée, avec la mention « un ange au ciel ». La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice. Les États policiers n'ont jamais été suspectés d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients. Alors, quand ils oppriment et qu'ils exploitent, ils font leur métier, et quiconque leur remet sans contrôle la disposition de la liberté n'a pas le droit de s'étonner qu'elle soit immédiatement déshonorée. Si la liberté est aujourd'hui humiliée ou enchaînée, ce n'est pas parce que ses ennemis ont usé de trahison. C'est parce qu'elle a perdu son protecteur naturel, justement. Oui, la liberté se trouve veuve, mais il faut le dire parce que cela est vrai, elle est veuve de nous tous.

La liberté est l'affaire des opprimés et ses protecteurs traditionnels sont toujours sortis des peuples opprimés. Ce sont les communes qui dans l'Europe féodale ont maintenu les ferments de liberté, les habitants des bourgs et des villes qui l'ont fait triompher fugitivement en 89, et à partir du XIX^e siècle, ce sont les mouvements ouvriers qui ont pris en charge le double honneur de la liberté et de la justice, dont ils n'ont jamais songé à dire qu'elles étaient inconciliables. Ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui ont donné un corps à la liberté, et qui l'ont fait avancer dans le monde jusqu'à ce qu'elle devienne le principe même de notre pensée, l'air dont nous ne pouvons plus nous passer, que nous respirons sans y prendre garde, jusqu'au moment où, privés de lui, nous nous sentons mourir. Et si, aujourd'hui, sur une si grande part du monde, elle est en recul, c'est sans doute parce que jamais les entreprises d'asservissement n'ont été plus cyniques et mieux armées, mais c'est aussi parce que ses vrais défenseurs, par fatigue, par désespoir, ou par une fausse idée de la

stratégie et de l'efficacité, se sont détournés d'elle. Oui, le grand événement du XX^e siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire, le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militaire. Dès cet instant, un certain espoir a disparu du monde, une solitude a commencé pour chacun des hommes libres.

Quand, après Marx, le bruit a commencé à se répandre et à se fortifier que la liberté était une balance bourgeoise, un seul mot n'était pas à sa place dans cette formule, mais nous payons encore cette erreur de place dans les convulsions du siècle. Car il fallait dire seulement que la liberté bourgeoise était une balance, et non pas toute liberté. Il fallait dire justement que la liberté bourgeoise n'était pas la liberté, ou dans le meilleur des cas, qu'elle ne l'était pas encore. Mais qu'il y avait des libertés à conquérir et à ne jamais plus abandonner. Il est bien vrai qu'il n'y a pas de liberté possible pour un homme rivé au tour toute la journée et qui, le soir venu, s'entasse avec sa famille dans une seule pièce. Mais cela condamne une classe, une société et la servitude qu'elle suppose, non la liberté elle-même dont le plus pauvre d'entre nous ne peut se passer. Car même si la société se trouvait transformée subitement et devenait décente et confortable pour tous, si la liberté n'y régnait pas, elle serait encore une barbarie. Et parce que la société bourgeoise parle de la liberté sans la pratiquer, faut-il donc que la société ouvrière renonce aussi à la pratiquer, en se vantant seulement de n'en point parler ? Pourtant la confusion s'est opérée et, dans le mouvement révolutionnaire, la liberté peu à peu s'est trouvée condamnée parce que la société bourgeoise en faisait un usage mystificateur. D'une juste et saine méfiance à l'égard des prostitutions que cette société bourgeoise infligeait à la liberté, on en est venu à se défier de la liberté même. Au mieux, on l'a renvoyée à la fin des temps, en priant que d'ici là on veuille bien ne plus en parler. On a déclaré qu'il fallait d'abord la justice, et que pour la liberté, on verrait après, comme si des esclaves pouvaient jamais espérer obtenir justice. Et des intellectuels dynamiques ont annoncé au travailleur que c'était le pain seul qui l'intéressait et non la liberté, comme si le travailleur ne savait pas que son pain dépend aussi de sa liberté. Et certes, devant la longue injustice de la société bourgeoise, la tentation était forte de se porter à ces extrémités. Après tout, il n'est peut-être pas un seul d'entre nous, ici, qui dans l'action ou la réflexion, n'y ait cédé. Mais l'histoire a marché et ce que nous avons vu doit maintenant nous faire réfléchir. La révolution faite par des travailleurs a triomphé en 17 et ce fut alors vraiment l'aube de la liberté réelle et le plus grand espoir que ce monde ait connu. Mais cette révolution, encerclée, menacée à l'intérieur comme à l'extérieur, s'est armée, s'est munie d'une police. Héritière d'une formule et d'une doctrine qui par malheur lui rendaient la liberté suspecte, la révolution alors s'est peu à peu essoufflée pendant que la police se renforçait, et le plus grand espoir du monde s'est sclérosé dans la dictature la plus efficace du monde. La fausse liberté de la société bourgeoise ne s'en porte pas plus mal, aussi bien. Ce qui a été tué dans les procès de Moscou et d'ailleurs, et dans les camps de la révolution, ce qui est assassiné quand on fusille, comme en Hongrie, un cheminot pour faute professionnelle, ce n'est pas la liberté bourgeoise, c'est la liberté de 17. La liberté bourgeoise, elle, peut procéder en même temps à toutes ses mystifications. Les procès, les perversions de la société révolutionnaire lui donnent à la fois une bonne conscience et des arguments.

Pour finir, ce qui caractérise le monde où nous vivons, c'est justement cette dialectique cynique qui oppose l'injustice à l'asservissement et qui renforce l'une par l'autre. Lorsqu'on fait entrer dans le palais de la culture Franco l'ami de Goebbels et de Himmler, Franco, le vrai vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale, à ceux qui protestent et disent que les droits de l'homme inscrits dans la charte de l'U.N.E.S.C.O. sont ridiculisés tous les jours dans les prisons de Franco, on répond sans rire que la Pologne est aussi à l'U.N.E.S.C.O. et qu'en fait de respect des libertés publiques, l'une ne vaut pas mieux que l'autre. Argument idiot, bien sûr ! Si vous avez eu le malheur de marier votre fille aînée à un adjudant des bataillons d'Afrique, ce n'est pas une raison pour marier la cadette à un inspecteur de la brigade mondaine : il suffit d'une brebis galeuse dans la famille. Pourtant, l'argument idiot est efficace, on nous le prouve tous les jours. À celui qui présente l'esclave des colonies en criant justice, on montre le concentrationnaire russe, et inversement. Et si vous protestez contre l'assassinat à Prague d'un historien opposant comme Kalandra, on vous jette à la figure deux ou trois nègres américains. Dans cette dégoûtante surenchère, une seule chose ne change pas, la victime, toujours la même, une seule valeur est constamment violée ou prostituée, la liberté, et l'on s'aperçoit alors que partout, en même temps qu'elle, la justice est aussi avilie.

Comment rompre alors ce cercle infernal ? Il est bien évident qu'on ne peut le faire qu'en restaurant, dès à présent, en nous-mêmes et autour de nous, la valeur de liberté - et en ne consentant plus jamais à ce qu'elle soit sacrifiée, même provisoirement, ou séparée de notre revendication de justice. Le mot d'ordre d'aujourd'hui, pour nous tous, ne peut être que celui-ci : sans rien céder sur le plan de la justice, ne rien abandonner sur celui de la liberté. En particulier, les quelques libertés démocratiques dont nous jouissons encore ne sont pas des illusions sans importance, et que nous puissions nous laisser ravir sans protester. Elles représentent exactement ce qui nous reste des grandes conquêtes révolutionnaires des deux siècles derniers. Elles ne sont donc pas, comme tant d'astucieux démagogues nous le disent, la négation de la vraie liberté. Il n'y a pas une liberté idéale qui nous sera donnée un jour d'un coup, comme on reçoit sa retraite à la fin de sa vie. Il y a des libertés à conquérir, une à une, péniblement, et celles que nous avons encore sont des étapes, insuffisantes à coup sûr, mais des étapes cependant sur le chemin d'une libération concrète. Si on accepte de les supprimer, on n'avance pas pour autant. On recule au contraire, on revient en arrière et un jour à nouveau il faudra refaire cette route, mais ce nouvel effort s'accomplira une fois de plus dans la sueur et le sang des hommes.

Non, choisir la liberté aujourd'hui, ce n'est pas, comme un Kraychenko, passer de l'état de profiteuse du régime soviétique à celui de profiteuse du régime bourgeois. Car ce serait, au contraire, choisir deux fois la servitude, et, condamnation dernière, la choisir deux fois pour les autres. Choisir la liberté, ce n'est pas comme on nous le dit choisir contre la justice. Au contraire, on choisit la liberté

aujourd'hui au niveau de ceux qui partout souffrent et luttent, et là seulement. On la choisit en même temps que la justice et, à la vérité, désormais nous ne pouvons plus choisir l'une sans l'autre. Si quelqu'un vous retire votre pain, il supprime en même temps votre liberté. Mais si quelqu'un vous ravit votre liberté, soyez tranquille, votre pain est menacé, car il ne dépend plus de vous et de votre lutte, mais du bon plaisir d'un maître. La misère croit à mesure que la liberté recule dans le monde, et inversement. Et si ce siècle implacable nous a appris quelque chose, c'est que la révolution économique sera libre ou elle ne sera pas, de même que la libération sera économique ou elle ne sera rien. Les opprimés ne veulent pas seulement être libérés de leur faim, ils veulent l'être aussi de leurs maîtres. Ils savent bien qu'ils ne seront effectivement affranchis de la faim que lorsqu'ils tiendront leurs maîtres, tous leurs maîtres, en respect.

J'ajouterai pour finir que séparer la liberté de la justice revient à séparer la culture et le travail, ce qui est le péché social par excellence. Le désarroi du mouvement ouvrier en Europe vient en partie de ce qu'il a perdu sa vraie patrie, celle où il reprenait force après toutes les défaites, et qui était la foi dans la liberté. Mais, de même, le désarroi des intellectuels européens vient de ce que la double mystification, bourgeoise et pseudo-révolutionnaire, les a séparés de leur seule source d'authenticité, le travail et la souffrance de tous, les a coupés de leurs seuls alliés naturels, les travailleurs. Je n'ai jamais reconnu quant à moi que deux aristocraties, celle du travail et celle de l'intelligence, et je sais maintenant qu'il est fou et criminel de vouloir soumettre l'une à l'autre, je sais qu'à elles deux elles ne font qu'une seule noblesse, que leur vérité et surtout leur efficacité sont dans l'union, que séparées, elles se laisseront réduire une à une par les forces de la tyrannie et de la barbarie, mais que, réunies au contraire, elles feront la loi du monde. C'est pourquoi toute entreprise qui vise à les désolidariser et à les séparer est une entreprise dirigée contre l'homme et ses espoirs les plus hauts. Le premier effort de toute entreprise dictatoriale est ainsi d'asservir en même temps le travail et la culture. Il faut, en effet, les bâillonner tous les deux ou alors, les tyrans le savent bien, tôt ou tard l'un parlera pour l'autre. C'est ainsi que, selon moi, il y a pour un intellectuel deux façons de trahir aujourd'hui et, dans les deux cas, il trahit parce qu'il accepte une seule chose : cette séparation du travail et de la culture. La première caractérise les intellectuels bourgeois qui acceptent que leurs privilèges soient payés de l'asservissement des travailleurs. Ceux-là disent souvent qu'ils défendent la liberté, mais ils défendent d'abord les privilèges que leur donne, et à eux seuls, la liberté^[26]. La seconde caractérise des intellectuels qui se croient à gauche et qui, par méfiance de la liberté, acceptent que la culture, et la liberté qu'elle suppose, soient dirigées, sous le vain prétexte de servir une justice à venir. Dans les deux cas, qu'on soit profiteur de l'injustice ou renégat de la liberté, on ratifie, on consacre la séparation du travail intellectuel et manuel qui voue à l'impuissance à la fois le travail et la culture, on ravale en même temps la liberté et la justice !

Il est vrai que la liberté insulte au travail et le sépare de la culture quand elle est faite d'abord de privilèges. Mais la liberté n'est pas faite d'abord de privilèges, elle est faite surtout de devoirs. Et dès l'instant où chacun de nous essaie de faire prévaloir les devoirs de la liberté sur ses privilèges, dès cet instant, la liberté réunit le travail et la culture et met en marche une force qui est la seule à pouvoir servir efficacement la justice. La règle de notre action, le secret de notre résistance, peut alors se formuler simplement : tout ce qui humilie le travail humilie l'intelligence, et inversement. Et la lutte révolutionnaire, l'effort séculaire de libération se définit d'abord comme un double et incessant refus de l'humiliation.

À vrai dire, nous ne sommes pas encore sortis de cette humiliation. Mais la roue tourne, l'histoire change, un temps s'approche, j'en suis sûr, où nous ne serons plus seuls. Pour moi, notre réunion d'aujourd'hui est déjà un signe. Que des syndiqués se réunissent et se pressent autour des libertés pour les défendre, oui, cela méritait vraiment que, de toutes parts, tous accourent, pour manifester leur union et leur espoir. La route est longue à parcourir. Pourtant, si la guerre ne vient pas tout mêler dans sa hideuse confusion, nous aurons le temps de donner une forme enfin à la justice et à la liberté dont nous avons besoin. Mais pour cela, nous devons désormais refuser clairement, sans colère, mais irréductiblement, les mensonges dont on nous gavés. Non, on ne construit pas la liberté sur les camps de concentration, ni sur les peuples asservis des colonies, ni sur la misère ouvrière ! Non, les colombes de la paix ne se perchent pas sur les potences, non, les forces de la liberté ne peuvent pas mêler les fils des victimes avec les bourreaux de Madrid et d'ailleurs ! De cela, au moins, nous serons désormais bien sûrs comme nous serons sûrs que la liberté n'est pas un cadeau qu'on reçoit d'un État ou d'un chef, mais un bien que l'on conquiert tous les jours, par l'effort de chacun et l'union de tous.

L'ARTISTE ET SON TEMPS [27]

[Retour à la table des matières](#)

I - En tant qu'artiste avez-vous choisi le rôle de témoin ?

Il y faudrait beaucoup de prétention ou une vocation que je n'ai pas. Je ne demande personnellement aucun rôle et je n'ai qu'une vraie vocation. Et tant qu'homme, je me sens du goût pour le bonheur; en tant qu'artiste, il me semble que j'ai encore des personnages à faire vivre sans le secours des guerres, ni des tribunaux. Mais on est venu me chercher comme on est venu chercher chacun. Les artistes du temps passé pouvaient au moins se taire devant la tyrannie. Les tyrannies d'aujourd'hui se sont perfectionnées; elles n'admettent plus le silence, ni la neutralité. Il faut se prononcer, être pour ou contre. Bon, dans ce cas, je suis contre.

Mais ce n'est pas là choisir le rôle confortable de témoin. C'est seulement accepter le temps tel qu'il est, faire son métier en un mot. Et puis, vous oubliez qu'aujourd'hui les juges, les accusés et les témoins sont permutés avec une rapidité exemplaire. Mon choix, si vous croyez que j'en fais un, serait, au moins, de ne jamais être sur le siège d'un juge, ou dessous, comme trop de nos philosophes. À part cela, les occasions d'agir, dans le relatif, ne manquent pas. Le syndicalisme est aujourd'hui le premier, et le plus fécond, d'entre eux.

II. - N'est-ce pas une définition idéaliste et romantique du rôle de l'artiste, le don quichottisme qu'on a pu reprocher à vos œuvres récentes ?

On a beau pervertir les mots, ils gardent provisoirement leur sens. Et il est clair pour moi que le romantique est celui qui choisit le mouvement perpétuel de l'histoire, la grandiose épopée, et l'annonce d'un événement miraculeux, à la fin des temps. Si j'ai essayé de définir quelque chose, ce n'est rien d'autre, au contraire, que l'existence commune de l'histoire et de l'homme, la vie de tous les jours à édifier dans le plus de lumière possible, la lutte obstinée contre sa propre dégradation et celle des autres.

C'est aussi de l'idéalisme, et du pire, que de finir par surprendre toute action et toute vérité à un sens de l'histoire qui n'est pas inscrit dans les événements et qui, de toutes manières, suppose une fin mythique. Serait-ce donc du réalisme que de prendre pour loi de l'histoire l'avenir, c'est-à-dire justement ce qui n'est pas encore l'histoire, et dont nous ne savons rien de ce qu'il sera ?

Il me semble au contraire que je plaide pour un vrai réalisme contre une mythologie à la fois illogique et meurtrière, et contre le nihilisme romantique, qu'il soit bourgeois ou prétendument révolutionnaire. Pour tout dire, loin d'être romantique, je crois à la nécessité d'une règle et d'un ordre. Je dis simplement qu'il ne peut s'agir de n'importe quelle règle. Et qu'il serait surprenant que la règle dont nous avons besoin nous fût donnée par cette société dérégulée, ou, au contraire, par ces doctrinaires qui se déclarent affranchis de toute règle et de tout scrupule.

III - Les marxistes et ceux qui les suivent pensent aussi être des humanistes. Mais pour eux la nature humaine sera constituée dans la société sans classes de l'avenir.

Cela prouve d'abord qu'ils refusent dès aujourd'hui ce que nous sommes tous : ces humanistes sont des accusateurs de l'homme. Qui s'étonnerait qu'une pareille prétention ait pu dévier dans l'univers des procès ? Ils refusent l'homme qui est au nom de celui qui sera. Cette prétention est de nature religieuse. Pourquoi serait-elle plus justifiée que celle qui annonce le royaume des cieux à venir ? En

réalité, la fin de l'histoire ne peut avoir, dans les limites de notre condition, aucun sens définissable. Elle ne peut être que l'objet d'une foi et d'une nouvelle mystification. Mystification qui aujourd'hui n'est pas moindre que celle qui, jadis, fondait l'oppression colonialiste sur la nécessité de sauver les âmes des infidèles.

IV - N'est-ce pas là ce qui en réalité vous sépare des intellectuels de gauche ?

Vous voulez dire que c'est là ce qui sépare de la gauche ces intellectuels ? Traditionnellement, la gauche a toujours été en lutte contre l'injustice, l'obscurantisme et l'oppression. Elle a toujours pensé que ces phénomènes étaient interdépendants. L'idée que l'obscurantisme puisse conduire à la justice, la raison d'État à la liberté, est toute récente. La vérité est que certains intellectuels de gauche (pas tous heureusement) sont aujourd'hui fascinés par la force et l'efficacité comme le furent nos intellectuels de droite avant et pendant la guerre. Leurs attitudes sont différentes, mais la démission est la même. Les premiers ont voulu être des nationalistes réalistes; les seconds veulent être des socialistes réalistes. Finalement ils trahissent également le nationalisme et le socialisme au nom d'un réalisme désormais sans contenu, et adoré comme une pure, et illusoire, technique d'efficacité.

C'est une tentation qu'on peut comprendre après tout. Mais enfin, de quelque manière qu'on tourne la question, la nouvelle position de ces gens qui se disent, ou se croient, de gauche, consiste à dire : il y a des oppressions qui sont justifiables parce qu'elles vont dans le sens, qu'on ne peut justifier, de l'histoire. Il y aurait donc des bourreaux privilégiés, et privilégiés par rien. C'est un peu ce que disait, dans un autre contexte, Joseph de Maistre, qui n'a jamais passé pour un pétroleur. Mais c'est une thèse que, personnellement, je refuserai toujours. Permettez-moi de lui opposer le point de vue traditionnel de ce qu'on appelait jusqu'ici la gauche : tous les bourreaux sont de la même famille.

V - Que peut faire l'artiste dans le monde d'aujourd'hui ?

On ne lui demande ni d'écrire sur les coopératives ni, inversement, d'endormir en lui-même les souffrances souffertes par les autres dans l'histoire. Et puisque vous m'avez demandé de parler personnellement, je vais le faire aussi simplement que je le puis. En tant qu'artistes nous n'avons peut-être pas besoin d'intervenir dans les affaires du siècle. Mais en tant qu'hommes, oui. Le mineur qu'on exploite ou qu'on fusille, les esclaves des camps, ceux des colonies, les légions de persécutés qui couvrent le monde ont besoin, eux, que tous ceux qui peuvent parler relaient leur silence et ne se séparent pas d'eux. Je n'ai pas écrit, jour après jour, des articles et des textes de combat, je n'ai pas participé aux luttes communes parce que j'ai envie que le monde se couvre de statues grecques et de chefs-d'œuvre. L'homme qui, en moi, a cette envie existe. Simplement, il a mieux à faire à essayer de faire vivre les créatures de son imagination. Mais de mes premiers articles jusqu'à mon dernier livre, je n'ai tant, et peut-être trop, écrit que parce que je ne peux m'empêcher d'être tiré du côté de tous les jours, du côté de ceux, quels qu'ils soient, qu'on humilie et qu'on abaisse. Ceux-là ont besoin d'espérer, et si tout se tait, ou si on leur donne à choisir entre deux sortes d'humiliation, les voilà pour toujours désespérés et nous avec eux. Il me semble qu'on ne peut supporter cette idée, et celui qui ne peut la supporter ne peut non plus s'endormir dans sa tour. Non par vertu, on le voit, mais par une sorte d'intolérance quasi organique, qu'on éprouve ou qu'on n'éprouve pas. J'en vois pour ma part beaucoup qui ne l'éprouvent pas, mais je ne peux envier leur sommeil.

Cela ne signifie pas cependant que nous devons sacrifier notre nature d'artiste à je ne sais quelle prédication sociale. J'ai dit ailleurs pourquoi l'artiste était plus que jamais nécessaire. Mais si nous intervenons en tant qu'homme, cette expérience influera sur notre langage. Et si nous ne sommes pas des artistes dans notre langage d'abord, quels artistes sommes-nous ? Même si, militants dans notre vie, nous parlons dans nos œuvres des déserts ou de l'amour égoïste, il suffit que notre vie soit militante pour qu'une vibration plus secrète peuple d'hommes ce désert et cet amour. Ce n'est pas à l'heure où nous commençons à sortir du nihilisme que je nierai stupidement les valeurs de création au profit des valeurs d'humanité, ou inversement. Pour moi, les unes ne sont jamais séparées des autres et je mesure la grandeur d'un artiste (Molière, Tolstoï, Melville) à l'équilibre qu'il a su maintenir entre les deux. Aujourd'hui, sous la pression des événements, nous sommes contraints de transporter cette tension dans notre vie aussi. C'est pourquoi tant d'artistes, pliant sous le faix, se réfugient dans la tour d'ivoire ou au contraire dans l'église sociale. Mais j'y vois, pour ma part, une égale démission. Nous devons servir en même temps la douleur et la beauté. La longue patience, la force, la réussite secrète que cela demande, sont les vertus qui fondent justement la renaissance dont nous avons besoin.

Un dernier mot. Cette entreprise, je le sais, ne peut aller sans périls ni amertume. Nous devons accepter les périls : le temps des artistes assis est fini. Mais nous devons refuser l'amertume. L'une des tentations de l'artiste est de se croire solidaire et il arrive en vérité qu'on le lui crie avec une assez ignoble joie. Mais il n'en est rien. Il se tient au milieu de tous, au niveau exact, ni plus haut ni plus bas, de tous ceux qui travaillent et qui luttent. Sa vocation même, devant l'oppression, est d'ouvrir les prisons et de faire parler le malheur et le bonheur de tous. C'est ici que l'art, contre ses ennemis, se justifie en faisant éclater justement qu'il n'est, lui, l'ennemi de

personne. À lui seul, il ne saurait sans doute assurer ce qui suppose justice et liberté. Mais sans lui, cette renaissance serait sans formes, et partant, ne serait rien. Sans la culture, et la liberté relative qu'elle suppose, la société, même parfaite, n'est qu'une jungle. C'est pourquoi toute création authentique est un don à l'avenir.

Fin du texte

Préface à *Laissez passer mon peuple*, de Jacques Méry.

Lettre à la revue *Caliban*, à propos des *Justes*.

Lettre-préface à *Devant la mort* de Jeanne Héoncanonne.

Interview parue dans *Le Progrès de Lyon* (Noël 1951).

Qui n'a rien à voir avec la neutralité.

Les textes qui suivent concernent *L'Homme révolté*, dans la seule mesure où ce livre est une prise de position sur l'actualité. La polémique n'a aucun sens sur le plan de l'art où l'artiste doit seulement créer et se taire. Elle en a un sur celui des idées et des actes qu'elles entraînent. Un écrivain qui se mêle de toucher à la chose publique se crée en même temps l'obligation de refuser qu'on déforme ou qu'on falsifie ses thèses. Les lettres qu'on va lire sont ainsi des moments d'un combat qui est loin d'être terminé, mais qui a aidé au moins à dissiper quelques-unes des confusions où s'abrite chez nous ce qu'on appelle curieusement l'intelligence de gauche.

Lettre parue dans *Arts*, le 19 octobre 1951, en réponse à un article d'André Breton, paru la semaine précédente, et qui commentait un chapitre de *L'Homme révolté*, consacré à Lautréamont et publié par les *Cahiers du Sud*, avant la parution du livre.

Lettre parue dans *Arts*, en novembre 1951, pour répondre à un « Entretien » entre André Breton et Aimé Patri, paru dans la même feuille. On a seulement gardé de cette lettre qui, d'abord, rectifiait une à une de nombreuses déformations de détail, les considérations consacrées, sans vaine polémique, au sujet lui-même.

Gazette des Lettres, 15 février 1952.

Ajoutons qu'aucun accord n'est possible, ni même souhaitable, avec qui n'accepterait pas sans réserves une formule de ce genre : aucun des maux contre lesquels prétend lutter le totalitarisme n'est pire que le totalitarisme lui-même (décembre 1952).

Voir page 69.

Cette lettre répond à un article de M. Marcel Mord paru dans *Dieu vivant*.

Un article de Pierre Hervé, paru dans *la Nouvelle Critique*, avait été aussitôt loué par *L'Observateur*, sous la signature de Pierre Lebar. L'article de la *Nouvelle Critique* reprenait les insultes traditionnelles des communistes, auxquelles, après quelques tentatives, j'ai renoncé à répondre. Il m'a paru au contraire que l'approbation de *L'Observateur* était un élément nouveau, et plus surprenant. D'où cette lettre, parue en juin 1952.

J'avais tort (décembre 1952).

Mai 1952. Lettre au *Libertaire* en réponse à une série d'articles de Gaston Leval, parus dans ce journal.

Lettre adressée aux *Temps modernes*, le 30 juin 1952, sur la foi d'une invitation à répondre que m'avait fait son directeur, au moment de faire paraître l'article auquel je réponds ici.

Son article, aussi bien, multiplie curieusement les embarras. Il « n'est pas sûr que », « il ne peut se défendre de penser », (« il parvient mal à se dégager » de telle interprétation, « il n'arrive pas à se rassurer », etc.

Votre collaborateur, de façon purement gratuite, me les fait appeler causes vulgaires. Ce qui est vulgaire, c'est la qualité d'un pareil argument.

Pour finir, il récrit en effet certaines pages de *L'Homme révolté*, mais en les reprenant à son compte. L'arrière-pensée, seule, change. Plus loin, je dirai comment.

Je dis textuellement que Marx a mêlé dans sa doctrine « la méthode critique la plus valable et le messianisme utopique le plus contestable ».

Il faut répondre ici à l'objection : « Nous balayons d'abord devant notre porte : le Malgache avant le Kirghize. » Cette objection, parfois valable, ne l'est pas dans le cas présent. Vous gardez le droit relatif d'ignorer le fait concentrationnaire en Russie tant que vous n'abordez pas les questions posées par l'idéologie révolutionnaire en général, le marxisme en particulier. Vous le perdez si vous les abordez. Et vous les abordez en parlant de mon livre.

Frac-Tireur, décembre 1952.

Allocution prononcée à la salle Wagram, le 30 novembre 1952.

Préface à *Moscou au temps de Lénine* d'Alfred Rosmer.

Allocution prononcée à la Bourse du Travail de Saint-Étienne, le 10 mai 1953.

Et du reste, la plupart du temps, ils ne défendent même pas la liberté, dès qu'il y a du risque à le faire.

Ces textes, groupés ici pour la première fois, répondent à des questions qui m'ont été posées à la radio ou dans des journaux étrangers.